

Université Abderrahmane Mira Bejaia
Faculté des Sciences Economiques, de Gestion et sciences Commerciales
Département des sciences de gestion

Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention du Diplôme de Master en Sciences de Gestion
Option : Management Economique des Territoires et Entreprenariat

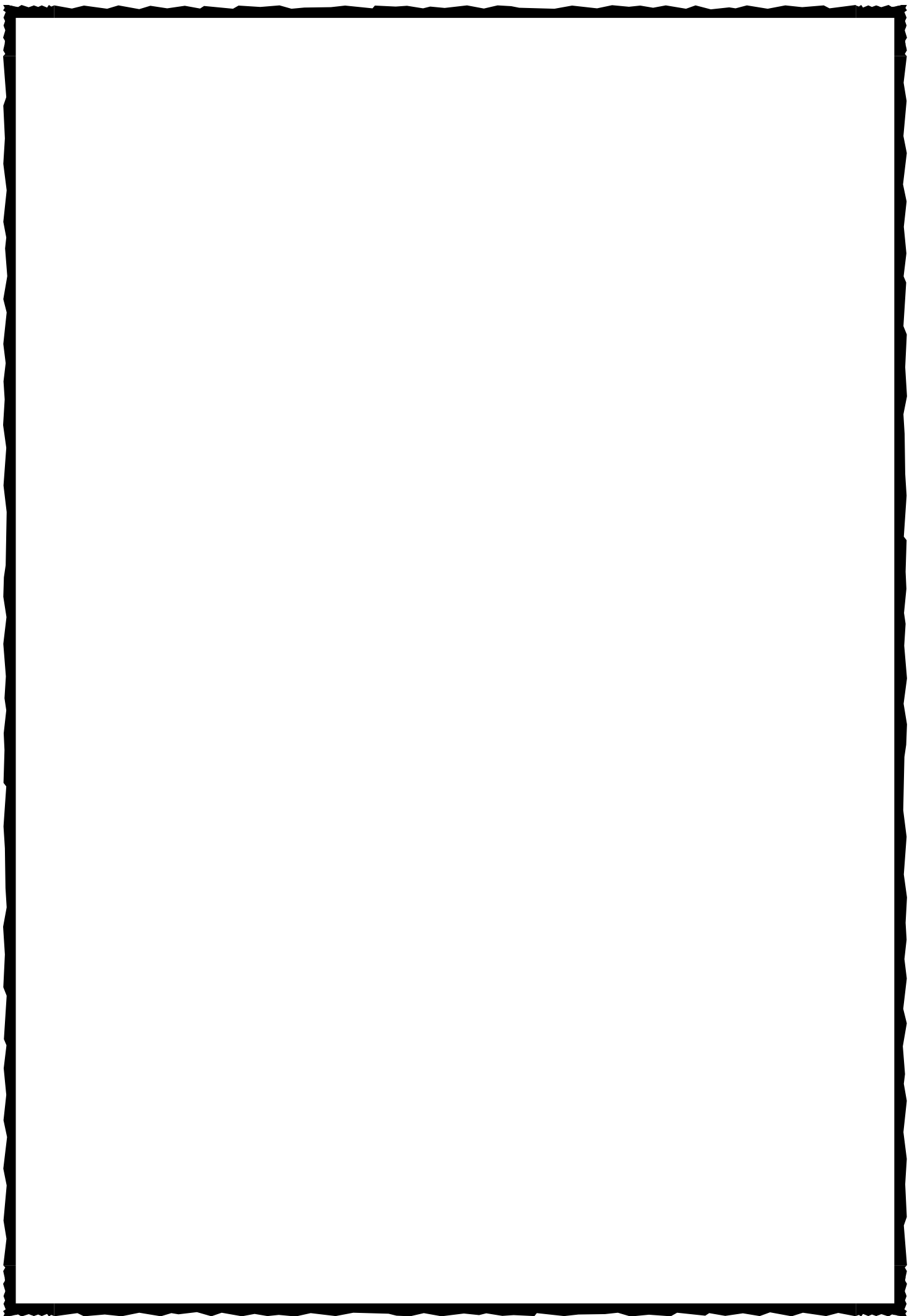
Thème

Etude du commerce informel
« Cas de la wilaya de Bejaia »

Présenté par :
Bendif Hamida

Encadré par : Bellache.Y

Année universitaire 2012-2013



Dédicaces

Je dédie cet humble travail

à tous ceux qui me sont chers :

Mes parents

Mes frères & Mes sœurs

Mon mari et sa famille

Mes amis

Tous ceux qui me connaissent

Hamida

Remerciements

Au terme de mon travail, je tiens à exprimer toute ma gratitude à Dieu

Tout puissant ;

un grand merci pour Mr BELLACHE pour m'avoir dirigé sur ce sujet, par ses conseils et son aide.

Je remercie Mr KASSI (université de Tizi-Ouzou) pour sa précieuse aide

Je remercie l'ensemble du jury d'avoir accepté d'examiner mon travail ;

Sans oublier de remercier tous nos enseignants de l'université Abderrahmane Mira

Bejaia qui a contribué à notre formation durant notre parcours universitaire,

Enfin, j'exprime ma gratitude à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la

réalisation de ce document

Merci à tous

Hamida

Liste des abréviations.

ACP : Analyse des composants Principales

ANDI: Agence Notionnel pour le Développement de l'investissement

ANSEJ : Agence National pour le Soutien L'Emploi de Jeunes

BIT: Bureau International du Travail

BM : banque mondiale

BTP : Bâtiment et travaux publiques

CA: Chiffre d'affaire

CNAS : Caisse Nationale d'Assurance Social

CASNOS: Caisse d'Assurance Sociale des Non Salariés

CFPA: Centre de formation Professionnelle et d 'Apprentissage

CIST: Conference International des statistiques du travail

CNAC: la Caisse nationale d'Assurance Chômage

CNES : Conseil National Economique et Sociale

CNI : Centre National de l'investissement

CNRC : Centre National de Registre de Commerce

DA : Dinars Algériens

ENO : Economie Non Observée

FMI : Fond Monétaire International

IUF : Impôt Unique Forfaitaire

IRG : Impôt sur le Revenu Global

MOD : Main d'Œuvre et Démographie

OIT : Organisation International de Travail

ONS : office national des statistiques

PED : pays en développement

PPM: petite production marchande

PIB: produit intérieure brute

PNB : produit national brute

RC : registre du commerce

RGPH: recensement générale de la population et de l'habitat

SCN: système de comptabilité nationale des nations unies

SI : Secteur informel

TVA: Taxe sur la Valeur Ajouté

TAP: taxe sur l'activité Professionnelle

UPI: Unité de production informelle

Sommaire

Remerciements

Dédicaces

Liste des abréviations

Sommaire

Introduction générale1

Chapitre I : Définition, causes et conséquence du secteur informel

Introduction5

1. L'historique du secteur informel dans les pays en développement6

2. Définitions de secteur informel.....6

3. La définition du commerce informel7

4. Les acteurs du secteur informel.....10

5. La relation entre économie informelle et formelle.....11

6. Les causes du secteur informel15

7. Les conséquences économiques de commerce informel16

Conclusion.....19

Chapitre II : Le commerce informel en Algérie

Introduction20

1. Les périodes de développement de commerce informel en Algérie.....21

2. Les fondements de commerce informel en Algérie22

3. L'approche multicritère pour définir le marché et le commerce informel en Algérie.....24

4. La création de lieu d'activité : contraintes et mesures d'incitation.....25

5. La mesure de l'économie non observée en Algérie26

6. L'estimation du secteur informel30

7. Les mesures incitatives pour réduire le commerce informel33

8. Les méthodes d'évaluations du secteur informel en Algérie :.....36

Conclusion38

Chapitre III : le commerce informel dans la wilaya de Bejaia

Introduction	39
1. Présentation de la région d'étude et la démarche méthodologique de l'enquête.....	40
2. Présentation et interprétation des résultats de l'enquête	48
Conclusions	69
Conclusion générale.....	74
Bibliographie.....	78
Annexes	
Liste des tableaux	
Liste des figures	

Introduction générale.

Le commerce informel est un thème qui a fait l'objet d'un vif intérêt et répond à une problématique de grande actualité notamment pour les pays en développement. Il joue un rôle économique et social, il est considéré comme une source importante d'emplois, un élément essentiel de la réduction du chômage et de la lutte contre la pauvreté. En effet, le concept du secteur informel est découvert pour la première fois par Keneth Hart au Ghana et par le Bureau International du Travail (BIT) au Kenya au début des années 70; depuis lors, ce concept portait en lui-même des débats ultérieurs qui ne cesse pas de se poursuivre.

On observe depuis les deux dernières décennies, que le contexte macro-économique algérien a connu des changements profonds dans les orientations. Ceux si sont liés à l'entrée accentuée de l'économie algérienne dans un nouvel ordre économique mondialisé qui s'est conjugué avec la signature de plusieurs accords notamment avec la BM et le FMI.

Les nouvelles politiques économiques adoptées ont accentué la déstabilisation sociale. Le marché du travail est terriblement touché. Cette situation à fait qu'un ensemble de modifications sur le plan économique et social touchent la société algérienne, notamment la naissance de plusieurs phénomènes socio-économiques qui gangrènent l'économie nationale.

De ce fait, «l'informel est présent comme une solution à de nombreux déséquilibres dans les pays en développement».

Vers la fin des années 80, une nouvelle phase pour l'économie algérienne, celle de la transition vers l'économie de marché. Contrairement au modèle socialiste, l'Etat se lance dans des réformes visant la libéralisation des marchés, l'encouragement de l'initiative privée, l'impulsion de la concurrence et la privatisation.

Le secteur informel s'affirme désormais comme un défit frontal à la loi, à la citoyenneté, une négation des principes d'équité, de solidarité nationale, encouragés essentiellement par la désagrégation du secteur public économique et l'abandon de l'Etat de son rôle d'acteur privilégié dans le champ économique. Ainsi les retombés drastiques du PAS en contexte d'une grave crise économique, politique et sécuritaire, ont favorisé l'émergence et l'expansion de l'informel en Algérie mettant ainsi en péril la cohésion sociale.

Les espaces dont les activités du secteur informel sont généralement non enregistrées par les formes spécifiques de la législation nationale, elles se composent de deux catégories : les marchés informels de personnes travailleurs pour leur propre compte (indépendants) et des

personnes qui peuvent employés des travailleurs familiaux non rémunérés ou des salariés occasionnels.

Malgré son rôle de bienfaiteur, en termes de subsistance, présentant ainsi une alternative au chômage, à la pauvreté, il enfonce de plus en plus dans l'instabilité et dans la marginalisation.

Le secteur informel constitue désormais une réalité avec laquelle l'économie doit composer, habiliter et organiser, du fait de sa part importante dans le PIB, et son rôle désormais important de créateur d'emplois.

Depuis plusieurs années, l'expansion spectaculaire du commerce informel dans l'ensemble des wilayas du pays a incité plusieurs chercheurs à s'intéresser à la problématique du secteur informel et les catégories d'individus qui y exercent.

Dés lors, le commerce informel en Algérie comme pratiques les plus enregistrées; notre travail comportera l'étude de ce dernier sur la wilaya de Bejaia.

De ce fait, notre travail a pour but de contribuer à une meilleure connaissance dans le domaine du commerce informel et de déterminer les caractéristiques des commerçants informels et leurs motivations.

Dans un tel contexte notre problématique s'articulera autour d'une question centrale suivante :

➤ **Quelles sont les raisons d'existence du commerce informel en Algérie et quelles sont les motivations pour le choix de cette activité ?**

Pour mieux cerner cette question, notre travail tentera de répondre aux questions suivantes :

- quelles sont les motivations qui poussent à commencer dans l'activité informelle ?
- Quelles sont les sources de financement initial de l'activité informelle ?
- Que sait-on des logiques (raisons) commerciales, les commerçants informels suivent-ils une logique d'accumulation ou bien une logique de reproduction sociale leur permettant d'avoir un revenu?

Dans cette recherche on émit les hypothèses suivantes :

Hypothèse 01 : les charges fiscales et sociales constituent le facteur le plus motivant conduisant les individus à commencer dans l'informel.

Hypothèse 02 : les commerçants informels n'ont pas d'esprit commercial, compte tenu de leur investissement limité, ils suivent une logique de reproduction sociale. Ensuite le commerce informel constitue une réaction sociale, pour répondre aux besoins socioéconomiques et comme moyen d'adaptation aux contraintes sociales (pauvreté, chômage, sous-emploi et manque de qualifications) devant une tranche de jeunes algériens sont absorbé par cette pratique informelle, de ce fait les différentes barrières qui les empêchent de choisir un statut légal, favorisant ainsi leur stabilité et leur pérennité dans l'emploi.

Hypothèse 03 : la création de l'activité informelle est financée par l'épargne personnelle et l'aide familiale.

Pour répondre aux questions soulevées ci-dessus et en vue de confirmer ou d'infirmer les hypothèses formulées, nous suivons une démarche consistant à partir d'un système d'hypothèses que nous tenterons de vérifier en exploitant les données de l'enquête de terrain. Une enquête procédée par questionnaire ciblé, réalisé auprès des commerçants informels qui comporte un échantillon de 100 commerçants résidant à la wilaya de Bejaia qui est une région dynamique sur le plan économique et démographique.

Notre travail est structuré en trois chapitres. Les deux premiers chapitres feront l'objet d'un niveau théorique qui porte sur la délimitation du cadre théorique des travaux antérieurs se rapportant directement au thème, il s'agit d'un essai de compréhension théorique de l'activité informelle et le commerce, dont nous traiterons les chapitres suivants :

Le premier est consacré à des concepts des notions concernant l'économie informelle et le commerce informel, nous avons évoqué dans un premier temps les différentes approches définitionnelles du secteur informel, ses caractéristiques, ses acteurs informels et l'espace territoriale dans les pays en développement. Par la suit, la deuxième section traite le commerce informel et ses différentes conceptions et approches.

Le second chapitre porte sur le commerce informel en Algérie, nous présentons dans un premier point le processus d'évolution, les différentes approches et les fondements de commerce informel, ensuite nous dévoilons les différentes formes du secteur informel, sa

mesure et son estimation, que nous avons trouvé nécessaire d'évoquer ce point ainsi que les mesures à l'encontre de commerce informel.

Enfin, le troisième chapitre sera dédié au travail de terrain à travers, au préalable, la présentation de la méthodologie de notre enquête que nous avons suivie et cela en présentant le terrain d'étude qui est la wilaya de Bejaia en prenant 10 communes (Bejaia, sidi aich, El Kseur, Oued Ghir, Kherrata, Akbou, Bordj Mira, Tazmelt, Souq-el-tenine, Tichy), l'échantillon pris en compte s'est faite de cette manière, au départ pour chaque commune ont a attribué 10 questionnaires au niveau des marchés, dans les rues et par l'aide des amies ce qui fait 100 questionnaires distribués au total , le nombre de questionnaires finaux atteint 90 questionnaires par manque de temps et de contraintes financières, l'élaboration du questionnaire qui nous permettra par la suite d'infirmer ou de confirmer nos hypothèse émise dès le départ et par-dessous tout répondre à notre question de départ, la méthode de l'enquête ainsi que les technique statistiques retenus pour le traitement des données de l'enquête.

La seconde partie de ce chapitre sera consacrée à l'analyse et l'interprétation des résultats de l'enquête que nous comptons aborder sous un angle; une analyse descriptive des principaux résultats à l'aide du logiciel SPSS pour répondre a l'objectif de cette démarche qui est :

La détection des principales causes de commerce informel pour mieux le cerner ; et déterminer la catégorie d'individus touchés par ce phénomène. Ainsi étudier des événements socio-économiques qui précisent tant, le bon ou le mauvais fonctionnement de la société.

Chapitre I: Définitions, causes et conséquences du secteur informel.

Introduction.

Le secteur informel occupe ces dernières décennies une grande place dans l'économie des pays en voie de développement, il n'a cessé de se développer, surtout au niveau des centres urbains ou les espaces modernes et s'est avéré incapable d'offrir suffisamment d'emploi à une population active qui s'est fortement accrue du au déplacement durable de ces derniers et ses conséquences à savoir l'urbanisation rapide¹.

L'objet de ce chapitre est de rappeler d'une part l'historique du concept de secteur informel, sa définition et d'autre part souligner les principales causes du phénomène ainsi que ses conséquences au plan économique et social.

¹Charmes J, 1997, « le secteur informel en Afrique, une croissance qui n'est pas forcément signe de marginalisation », revue Ensaio Fee, Porte alegre, Brésil, P112.

1. L'historique du secteur informel dans les pays en développement.

le concept du secteur informel fait son apparition pour la première fois dans l'étude du BIT sur l'emploi au Kenya en 1972, dès lors cette section a pour intérêt d'éclaircir le concept de secteur informel à partir des différentes définitions qui lui ont été données, ensuite nous essaierons d'identifier les différents acteurs du secteur informel ainsi de montrer la relation entre le secteur formel et le secteur informel et nous montrerons les différentes méthodes de mesure du secteur informel.

2. Définitions de secteur informel.

2.1. Le secteur informel : essai de définition.

Vu l'hétérogénéité des activités informelles, une multitude de définitions sont données pour identifier le secteur informel. d'un point de vue statistique et comptable « *l'économie informelle regroupe les unités de production marchande appartenant aux ménages dont l'existence est tolérée par les pouvoirs publics, qu'elles ne respectent pas tout ou partie des normes requises pour exercer une activité non prohibée par la loi « normes qui peuvent être de nature fiscale, droit du travail, statistique ou autres enregistrements »*².

En 1993 on parlait seulement de « secteur informel » (comme un regroupement d'établissement), mais on a depuis considéré que l'informalité concernait également d'autres aspects de vie économique. On parle donc maintenant « d'économie informelle », laquelle comprend :

- Le secteur informel ;
- L'emploi informel (dont une partie est engagée par les unités formelles) ;
- La production non marchande de ménages ;
- Le tout selon un contexte local qu'il appartient à chaque pays de définir.

Après avoir expliqué la différence entre l'économie informelle et le secteur informel, nous tenterons de définir selon différentes approches.

²Séruzier, 2009, « mesure de l'économie informelle de le cadre de la comptabilité nationale » p175.

2.2. Les définitions multicritères.

Les définitions multicritères tentent à identifier les activités constituant le secteur informel selon plusieurs critères et caractéristiques. La définition la plus célèbre est celle présentée par le BIT, titulaire officiel de l'expression du secteur informel, qui a élaboré en 1972, une définition basée sur sept critères³:

- Facilité d'accès à l'activité ;
- Utilisation des ressources locales ;
- Propriété familiale des entreprises ;
- La petite taille des activités ;
- Utilisation des techniques qui privilégient le recours à la main d'œuvre ;
- Qualifications acquises en dehors des systèmes scolaires et de formations officielles ;
- Marchés concurrentiels et sans réglementation.

3. Définitions du commerce informel.

Au sens de la présentation ordonnance-loi, par petit commerce, on entend le commerce de toutes nourritures, marchandises ou objets de consommation courante effectuée par la vente ou l'offre de vente à l'acheteur soit au domicile même de vendeur, soit de porte en porte ou de place de place en place, soit encoure sur la voir publique, au sue les marche publics, sauf si l'échoppe ou l'étal placé sur la voir publique constitue le prolongement d'un magasin .

Les responsabilités sociales font du commerce dit ambulant, informel ou de rue un ensemble flou d'activité liées à l'illégalité, à l'archaïsme et au sous-développement. En première partie, une cyber géographie de ces représentations présente les trois identifications de ce type de commerce et différencie des approches selon que l'on s'exprime en anglais ou en français et en espagnol. Cependant, elles ont en commun de marginaliser le commerce ambulant, et en particulier de ne pas corréliser son existence aux mutations de la vie urbaine ; c'est dans cette perspective que la seconde partie explore les relations que l'on peut établir entre ce qu'il est proposé d'appeler « ambulantage » et les mobilités métropolitaines contemporaines. (Fr. Wikipédia.org).

³Musitu, W Lufungula ; 2006, « la femme cogolaise : pilier de l'économie informelle en milieu urbain » Berlin, Université Humboldt, p 5.

3.1. Les définitions fonctionnelles (petite production marchande).

Les définitions fonctionnelles sont fondées sur une vision ensembliste de l'économie. Ces approches mettent au centre de leurs préoccupations les interrelations entre le secteur formel et le secteur informel et cherchent à mesurer les mouvements de mains d'œuvre entre les deux secteurs et les variations relatives des salaires et des revenus, comme un lien de reproduction au moindre coût de la force du travail. Le secteur informel est défini comme étant « *une réserve de main d'œuvre dans laquelle le secteur moderne puise la force de travail dont il a besoin et rejette celle dont il n'a plus d'utilité* »⁴.

Le secteur informel correspond alors au segment du marché du travail le moins productif et aux rémunérations les plus faibles auquel participe la main d'œuvre excédentaire qui n'a pas accès au secteur moderne (formel) ou qui est expulsée⁵.

Au contraire des définitions multicritères, les définitions fonctionnelles insistent sur la nécessité de l'analyse de l'économie en mettant en interaction les deux secteurs. Le secteur informel (ou petite production marchande) ne peut exister en étant totalement isolé du secteur formel, les travailleurs de secteur formel sont des consommateurs de secteur informel et dépendent beaucoup de sa capacité à livrer des biens et services à des prix plus bas ou en quantités plus faibles que le secteur formel.

3.2. Les définitions internationales du BIT.

3.2.1. La définition 1993.

La 14^{ème} conférence internationale des statisticiens du travail en 1987, a inscrit le secteur formel comme une des priorités de l'organisation internationale du travail (O.I.T), et elle est arrivée à avoir le consensus pour une définition de ce secteur comme « *l'ensemble de petites activités indépendantes, avec ou sans travailleurs rémunérés, exercées typiquement avec un faible niveau d'organisation et de technologie, ayant pour objectif principal de créer des emplois et des revenus à ceux qui participent* »⁶.

Une autre définition internationale du secteur informel, a été élaborée à l'occasion de la 15^{ème} CIST de 1993. En dissociant le concept de secteur informel de son image d'illégalité et de secteur souterrain, traitant ces activités séparément des statistiques du secteur informel

⁴Charmes, 1987, « Débat actuel sur les secteurs informels », revue du tiers monde, n°12, p858.

⁵Hadjout L, 2004, « le secteur informel et le développement économique et social : cas du travail à domicile dans la wilaya de Bejaia », p11.

⁶Boufenik F et Elaidi A, 2002, « l'informel en Algérie : quelle approche ? », Revue, p54.

hors agriculture ; et en incluant les activités secondaires et multiples (la pluriactivité), donc la 15^{ème} CIST de 1993 définit le secteur informel comme « *un ensemble d'unités produisant des biens et des services en vue principalement de créer des emplois et des revenus pour les personnes concernées .ces unités, ayant un faible niveau d'organisation, opèrent à petite échelle et de manière spécifique, avec peu ou pas de division entre le travail et le capital en tant que facteurs de production. La relation de travail, lorsqu'elles existent, sont surtout fondée sur l'emploi occasionnel, les relations de parenté ou les personnelles et sociales plutôt des accords contractuels comportant des garanties en bonne et due forme* »⁷ .

Pour faciliter les enquêtes statistiques de secteur informel, la conférence propose aussi une définition statistique-opérationnelle qui considère le secteur informel comme « *un ensemble d'unités de production qui constituent un élément, au sein du système de comptabilité nationale(SCN), du secteur institutionnel des ménages en tant qu'entreprise individuelles* »⁸ .

La limite de taille varie selon les pays et la branche d'activité économique considérée, le critère d'enregistrement se réfère aux formes spécifiques de la législation nationale. Ainsi, les salaires et les apprentis peuvent être considérés comme déclarés si la relation d'emploi est soumise au droit du travail en vigueur. Cette définition internationale a pour objectif d'insérer le secteur informel dans le SCN, dans le secteur institutionnel des ménages, et non en référence au dualisme. La définition de 1993 a donné un grand élan à la mesure d'un phénomène qui, loin de disparaître, s'est au contraire développé et a touché des catégories de population toujours plus nombreuses.

3.2.2. L'économie non observée.

L'étude de l'économie informelle est confrontée d'abord à des difficultés sémantique, plusieurs dénominations lui ont été accordées, en raison de son hétérogénéité, l'informel touche à toutes sphères, qu'elles soient marchandes ou non marchande, légales ou illégales, traditionnelles ou moderne⁹, les activités informelle prennent plusieurs formes et caractéristiques variées.

⁷Charmes J ; 2002, « l'emploi informel : méthodes et mesures », cahiers du GRATICE, n° 22, p14.

⁸Idem

⁹Abrika B ; 2002, « caractéristiques de l'économie informelle dans le secteur du bâtiment : cas de la wilaya de Tizi-Ouzou », p184.

L'ENO « fait référence aux activités économiques qui devraient être intégrées dans le BIT mais qui, pour une raison ou pour une autre, ne sont pas couvertes par les enquêtes statistiques ou fichiers administratifs à partir desquels sont établis les comptes nationaux »¹⁰. Elle regroupe les activités difficiles à mesurer qui peuvent être classées selon SCN93, en trois catégories : l'économie souterraine ; production illégale ; production informelle.

3.2.3. L'économie souterraine.

Elle regroupe les activités productives légales mais une partie ou la totalité de la production est dissimulée volontairement au regard des pouvoirs publics pour éviter le paiement d'impôts, des cotisations sociales, de la taxe sur la valeur ajoutée et pour ne pas respecter certaines normes comme le salaire minimum, la durée légale du travail, les conditions d'hygiène et de sécurité¹¹.

3.2.4. Les activités illégales.

Qui, par définition, elles ne sont pas souterraines, elles recouvrent toutes les activités productives qui contreviennent au code pénal. soit parce que ces activités sont interdites par la loi (drogue, prostitution...), soit parce qu'elles sont légales mais exercées par des personnes non autorisées (exercice illégal d'activité légale: la confection dans un local clandestin), ou, encore des activités telles que la contrebande, les contrefaçons...etc.

4. Les acteurs du secteur informel.

Les diverses modalités d'organisation de la production et de l'emploi dans le secteur informel correspondent à différents groupes d'acteurs et de travailleurs. Le BIT (2000, p4) classe en trois grands groupes les travailleurs du secteur informel selon leur statut professionnel, à savoir :

- Les propriétaires ou les exploitants de micro entreprises; y compris les agriculteurs, qui emploient parfois quelques travailleurs ou apprentis, par exemple : les ateliers de coiffure et de couture ;

¹⁰Blades D et Roberts D; 2003, « mesurer l'économie non observée », p4.

¹¹Zidouni H, 2002, « les comptes nationaux et l'économie non observée en Algérie, sources, méthodes et résultats, p160.

- Le groupe des personnes qui travaillent pour leurs propres compte, comme les travailleurs indépendants, marchands ambulants et petits payants, qui possèdent et exploitent leur propre entreprise individuelle seul ou avec l'aide des travailleurs non rémunérés, généralement des membres de la famille des apprentis et des salariés de manière occasionnelle, mais n'emploient pas de salariés de manière continue. Les travailleurs indépendants sont considérés comme la principale composante du secteur informel ;
- Les personnes dépendantes, c'est-à-dire, celles qui travaillent pour d'autres personnes occasionnellement ou à plein temps, ce groupe contient les travailleurs rémunérés, occupés à plein temps, occasionnellement ou sous contrat par des micro-entreprises, les travailleurs familiaux, les travailleurs à domicile et les domestiques. ce groupe n'apparaît pratiquement pas dans les statistiques officielles, ne bénéficie pas de protection sociale et échappe à la législation du travail.

Mais les acteurs du secteur informel peuvent être classés selon d'autres critères, à titre d'exemple selon leur branche d'activité (industrie, services, commerce, transport, bâtiments et travaux publics) ou bien selon leurs sexe (Adair. 2002, p5b).

5. La relation entre économie informelle et formelle.

Il existe deux visions concernant la relation entre le secteur formel et le secteur informel, la vision dualiste suppose l'existence de séparation entre les deux secteurs et la non-prise en compte du secteur informel dans l'analyse (modèle de Lewis, le modèle de Harris-Todaro,...etc.), par contre la vision intégrationniste postule l'existence de complémentarité entre les deux secteurs et consiste à intégrer le secteur informel dans leur analyse (modèle de Fields).

5.1. Formel ou informel : une économie duale.

La théorie dualiste, qui s'inspire du modèle de Lewis¹²(1954), postule l'existence d'une économie dans les pays en développement, composée de deux secteurs: un secteur traditionnel caractérisé par le sous-emploi d'une main d'œuvre illimitée, excédentaire et par une faible productivité et un secteur moderne caractérisé par une productivité du travail plus élevée

¹²Ce modèle classique, au double sens du terme de son inspiration et de sa notoriété, a connu diverses reformulations, notamment de la part de Lewis lui-même, qui témoignent de sa grande plasticité et dont Assidon (1992) présente une formalisation simple. Bien que contesté, il représente une référence obligée en matière de capacité d'absorption de l'offre de travail et part extension de capacité d'épargne et de financement

Ce dualisme signifie que ces deux secteurs sont strictement séparés et qu'il n'y a pas de relation entre eux, la séparation entre le secteur formel et le secteur informel se traduit par le maintien des disparités endogènes (Adair, 2002, p10) de statut, de revenu et de financement sur les marchés de travail, des biens et de la monnaie. L'emploi est précaire au sein du secteur informel et il est protégé au sein du secteur formel donc les revenus de secteur formel sont supérieurs à ceux du secteur informel.

Des lors, certains auteurs ont une vision marginaliste. De l'économie informelle, en ce sens qu'elle représenterait une faille du système et ce pour deux raisons : d'une part elle révèle une défaillance dans le modèle économique d'un pays comme il en va pour le cas de la corruption; et d'autre part, son essor pénalise l'économie formelle en accroissant les concurrences déloyales. Enfin, elle favorise un décalage croissant entre les données statistiques officielles et la réalité empirique, ce qui pose de sérieux problèmes pour conduit des politiques économiques à la situation d'un pays.

Cette économie serait donc avant tout parasitaire, dangereuse économiquement, causant notamment des pertes de recettes fiscales pour l'Etat et les organismes de protection social. Dés lors, une étude de la Banque mondiale explique ce dualisme à partie de ces principaux paramètres touchant les objectifs, le marché, les structures du marché et les technologies, comme le montre le tableau n°1.

Tableau°1 : la dualité entre les deux secteurs (formel et informel)

Secteur formel	Secteur informel
Objectifs principaux -Maximisation des profits	Objectifs principaux -Création de revenus
Marché -Accès réglementé, présence des syndicats -Application de la législation du travail -Accès au crédit national et étranger -Paiement de taxes et d'impôts Salaires et contrats de travail	Marché -Facilité d'accès, non respect des règles -Aucune législation du travail -Autofinancement -Aucun paiement de taxes ou d'impôts -Auto-emploi, rémunération à la pièce
Structure du marché -Barrières à l'entrée -Marques déposées, produits standards -Marchés protégés (quotas, licences, taxes)	Structure du marché -Aucune barrière à l'entrée -Produits artisanaux -Marchés non protégés
Technologie -Moderne et importée -Utilisation intensive du capital -Éducation formelle requise -Production à grande échelle	Technologie -Traditionnelle, adaptée, créée -Utilisation intensive du travail -Apprentissage non formel -Petites unités de production diversifiées.

Source : CNES., 2004, Le secteur informel : illusions et réalités, Conseil Economique et Social, commission Relations du Travail, Alger, P26.

Ce tableau indique que le secteur formel et informel s'oppose sur quatre principaux paramètres touchant les objectifs, le marché, les structures de marché, les technologies, le terme dualisme fait penser à deux secteurs strictement séparés et qu'il n'y a pas de relation entre les deux. Or il existe de nombreuses passerelles (sous-traitance. cession de produits etc.)

En effet. L'approche dualiste fut critiquée par l'approche tribaliste où on peut distinguer un secteur capitaliste, un secteur informel intermédiaire et un secteur informel de subsistance.

Le secteur capitaliste formel connaît une productivité du travail élevée, des salaires nettement supérieur au revenu de subsistance, une utilisation intensive de capital, un accès facile au crédit institutionnalisé. Le secteur intermédiaire est caractérisé par une productivité marginale de travail positive, une offre de travail illimitée, un niveau d'emploi défini par l'égalisation de la productivité marginale du travail en valeur et du salaire, une faible intensité capitaliste il peut assurer la transition vers le secteur moderne et déclencher ainsi la dynamique de développement. Enfin, le secteur de subsistance est caractérisé par l'absence de barrières à l'entrée, un niveau d'emploi déterminé par la demande domestique de biens inférieurs, l'utilisation de l'outil et non pas de la machine en tant que facteur de production.

En effet, Fields développe l'idée d'un dualisme au sein même de l'informel. Le secteur informel est composé de deux segments : un secteur informel inférieur dont les barrières à l'entrée sont absentes, et un secteur informel supérieur au niveau duquel il existe des barrières à l'entrée (techniques : activités de réparation, financières, commerce)

5.2. Formel et informel : une nécessaire complémentarité.

Le modèle dualiste fut critiqué principalement dans le sens où l'indépendance totale entre les deux secteurs a été rejetée. En effet, ces deux types d'activités (formelles et informelles) font partie, toutes les deux, d'un système capitaliste dans lequel les activités informelles sont subordonnées et dépendantes (critique marxiste).

Les deux secteurs sont étroitement imbriqués et interdépendant, parce que ses activités jouent un rôle de réserve de main d'œuvre pour le secteur formel dont les travailleurs peuvent se procurer des biens et des services bon marché assurant ainsi une reproduction de la force de travail au moindre coût, plusieurs travailleurs du secteur formel exercent des activités dans le secteur informel afin de gagner des revenus supplémentaires.

La plupart des auteurs adoptent une vision fonctionnaliste de l'économie informelle elle est complémentaire de l'économie formelle au sens où les entreprises du secteur formel ont de plus en plus tendance à sous-traiter certaines parties de leur activité à des petites entreprises, à des unités de production familiales et à des travailleurs à domicile du secteur informel et les entreprises du secteur informel sont hautement dépendantes des entreprises modernes pour les intrants.

Selon les néolibéraux, l'économie informelle représente une solution pour remédier au problème présent dans une économie formelle trop rigide, trop taxée, trop peu accueillante pour des populations mal formées ou mal intégrées.

Dans cette perspective, l'économie informelle forme un « secteur industriel de réserve » capable de pallier les récessions de la sphère économique officielle, quand l'économie formelle est en crise, certains trouvent une issue dans l'économie informelle, ce qui se traduit par un effet de substitution.

6. Les causes du secteur informel.

La situation du secteur informel enregistrée peut être analysée par les institutions, les agents économiques et les spécialistes montrent que c'est un fait grave, due essentiellement au processus désordonné de réformes lancées par l'état.

Ce phénomène est dû essentiellement à plusieurs facteurs :

- ❖ Au plan institutionnel et administratif : caractérisé par l'absence de l'état régulateur, lourdeurs bureaucratiques, corruption sur tous les niveaux, banditisme économique, détournement des biens, inapplication des lois et règlements et incohérence des pratiques de services publics.
- ❖ Au plan économique et social : démonopolisation sans maîtrise du commerce extérieur, l'application intensifiée des programmes d'ajustements, le ralentissement des investissements dans le secteur public, obsolescence des méthodes et des moyens des institutions bancaires, douanières, fiscales, commerciales, sociales et judiciaires, compressions des effectifs, chômage, et baisse du pouvoir d'achat.
- ❖ Au plan politique : crises et abandon de missions de service public face aux destructions du terrorisme. (CNES, 2004, p9)

L'existence du secteur informel remet en question le rôle central de l'Etat dans la conduite du développement et surtout dans le rôle de créateur d'emplois.

- L'insouciance manifestée par les pouvoirs publics, durant les décennies 80 et 90 et la dispersion des actions et des mesures de contrôle et de suivi.
- Le manque de rigueur dans l'application de la loi encourage les comportements illégaux des acteurs économiques, en contournant par divers procédés, des lois et réglementations en vigueur en vue de s'assurer des gains individuels.

- L'existence du secteur informel est aussi due à l'incapacité des autres secteurs de l'économie de procurer du travail et un revenu suffisant à cette population qui ne cesse de croître (Hammouda, 2000, p17).
- La réduction de la demande de travail, et l'essor de la précarité de l'emploi, une extension de l'offre de travail des ménages et du chômage
- Le cadre réglementaires et les contraintes socio-fiscale : la fraude sur les prélèvements obligatoires recouvre le non-paiement des charges fiscales et sociales réglementaires ainsi que la non déclaration et la dissimulation de revenus (fraude fiscale), cet étant de fait est du essentiellement à la faiblesse du revenu qui ne permet pas de s'acquitter des obligations sociales et fiscales. Ainsi ces contraintes réglementaires et prélèvement obligatoire sont invoqués essentiellement par l'élasticité positive de l'offre de travail au regard du taux d'imposition ainsi, l'évaluation subjective des risques et des gains associés à la fraude fiscale
- La faillite des unités de production entraînant le licenciement des salariés, ces derniers qui n'ont pas pu se réinsérer comme salariés dans un secteur moderne
- Le statut d'autonomie « être indépendant », de flexibilité du temps de travail « horaires modulables » et même de perspectives de gains « meilleurs gains » incitant bon nombre des commerçants et de jeunes.

7. Les conséquences économiques de commerce informel.

Tant que les activités au noir ne sont pas découvertes par les autorités, elles échappent à toute taxation. Certaines d'entre elles ne seraient cependant pas effectuées si elles étaient taxées donc ne vont pas constituer une production supplémentaire qui va s'ajouter à la production réalisée par l'économie formelle. Il y a des activités au noir qui se constituent, tout simplement. Ce qui fait que les conséquences économiques sont différentes dans les deux cas (Une différence existe entre le coût de travail et la rémunération nette des travailleurs) qui est due aux impôts directs et les cotisations sociales qui sont perçus, elle est appelée le coin fiscal.

Ces différences additionnées aux impôts indirects forment ce qu'on appelle le coût de production, qui par définition n'existe pas dans le commerce au noir, c'est ce qui explique les prix plus bas qui sont pratiqués dans cette dernière. Par exemple, en Belgique ces prix seraient inférieurs en moyenne 30% et parfois de plus de 50% de ceux des services

comparables dans le commerce formel¹³. Du fait que le coût de travail est bas dans le commerce informel, cela permet d'engager sur le marché noir une main d'œuvre pour laquelle il n'existe aucune demande dans le marché formel.

Il existe de nombreuses formes de travail occasionnel comme dans le domaine des services personnels (l'aide-ménagère, la garde des enfants, les petites travaux d'entretien...etc.) constitue une source de demande de travail et une production qui a très peu de chance de se développer dans le formel. De même, les revenus distribués vont constituer une dépense dans le commerce formel. L'effet positif qu'avoir ces activités sur le personnel qualifie de l'économie formelle consiste à ce que grâce à ces personnes qui travaillent dans ce domaine (les travaux domestiques) les salariés formels ont plus de temps à consacrer à leur travail (donc sont plus productifs). Mais, ces activités peuvent aussi avoir un effet de découragement de l'offre de travail formelle de personnes peu qualifiées parce qu'elles renforcent les effets de la trappe à chômage.

Au détriment des finances publiques, il y a un partage simple du coin fiscal et des impôts indirects entre producteurs et consommateurs, c'est le cas si les parties conviennent de « faire au noir » une partie de leurs transactions ou pour les formes plus organisées du travail au noir. Ces activités consomment à des coûts et des prix plus bas ce, qui va avoir un impact direct sur les dépenses, et donner une meilleure position concurrentielle dans le secteur orienté vers l'exportation. Dans la réalité, ce type de travail au noir apparaît surtout dans les secteurs à taux d'emploi élevé, et avec une exportation faible, comme la construction. On peut dire que si l'impact sur la compétitivité extérieure, ce dernier est minimes, mais l'impact sur le secteur en lui-même est important en créant une concurrence déloyale, ce qui pour conséquence l'incitation de plus en plus importante vers le circuit noir. En définitif, les recettes de l'Etat

Cette activité se voit de plus en plus rétrécie, car la base imposable l'est aussi, ce qui va obliger les pouvoirs publics à augmenter les taux d'imposition pour compenser ce manque, cela va donner un effet boule de neige sur le commerce informel c'est-à-dire que cette dernière va de plus en plus se développer.

Le travail au noir a un impact sur la répartition des revenus. Cela s'explique par le fait que la fraude fiscale (le non-paiement des impôts du fait que le travail n'est pas déclaré) une

¹³V. Ginsbourgh, P. Pestieau : l'économie informelle. Edition Labor, Bruxelles, 1987.

inégalité de répartition en particulier s'il s'agit d'impôts directs, car ils procurent plus de profits aux titulaires de hauts revenus par rapport à ceux titulaires de revenus modestes. Mais une certaine harmonisation des revenus est possible, du fait que le travail au noir permet aux personnes peu qualifiées, qui travaillent ou non dans le formel, et ayant un revenu modestes, d'avoir un revenu supplémentaire et complémentaire. Par contre, les bénéficiaires de revenus importants consomment plus souvent des biens et services au noir donc bénéficient eux aussi des prix les plus bas. Les personnes travaillent au noir ne bénéficient pas de prestations sociales (notamment, si ces personnes ne travaillent pas déjà dans le formel) sont obligées d'épargner beaucoup plus, afin qu'ils puissent se couvrir contre les risques sociaux (maladies et autres) par rapport à ceux qui touchent les mêmes revenus nets dans le commerce formel. Cependant ce raisonnement n'est pas tout à fait juste pour les personnes qui combinent les deux modes de travail (dans le formel ou au noir) puisqu'ils arrivent à avoir un revenu supplémentaire et leur propre salaire plus les prestations sociales. En définitif, on peut être qualifié d'un impôt sur l'honnêteté, car elle rémunère, distribue des revenus à ceux qui la respectent.

C'est de l'importance de l'économie au noir, la nature des activités et la situation personnelle des demandeurs d'emplois et des offreurs sur le marché noir, que découlent les effets de cette économie sur la production totale, sur l'emploi et la répartition des revenus. On ne peut pas dire qu'elle est l'effet le plus important, malgré le fait que la majorité des études effectuées sur les points négatifs. On est sûr par contre, que c'est l'existence de commerce informel qui fausse les statistiques officielles sur la production, l'emploi, l'inflation, les revenus...etc. ce qui a pour conséquence de donner une image fautive sur le commerce informel national. C'est pour cette raison que même la comparaison des indicateurs entre les pays est fautive et le fait que les politiques macro-économiques qui se basent sur ces statistiques, échouent.

Conclusion:

Dans ce premier chapitre, nous avons pu cerner le cadre conceptuel du commerce informel.

En résumé, le commerce informel est lié à un ensemble de petites activités indépendantes, avec ou sans travailleurs rémunérés, ayant pour objectif principal de créer des emplois et des revenus à ceux qui participent, la notion économique du commerce informel reste très difficile à définir. L'action informelle apparaît essentiellement lorsqu'il y a absence de l'état régulateur (fraude, corruption, absence de loi,...) ou lorsque des autres secteurs de l'économie sont incapable de procurer du travail et un revenu suffisant à cette population (baisse de demande d'emploi, chômage).

Le milieu procure plus de satisfaction (profit) vis-à-vis des revenus générés par ces personnes par le fait qu'ils échappent à toute forme de taxation et non-paiement des impôts ce qui implique une inégalité dans la répartition des revenus entre le secteur formel et informel. Ainsi le fait d'exercer une activité commercial en noir implique une concurrence rude concernant les produits à bas prix par rapport au secteur formel.

Dans le chapitre suivant nous allons développer les concepts du commerce informel en Algérie.

Chapitre II : Le commerce informel en Algérie

Introduction

A l'instar d'autres pays en développement, l'Algérie n'échappe pas à l'importance et la croissance du secteur informel il représente 40% d'emploi agricole en 2010(Hammouda, 2010), il constitue depuis l'indépendance, un élément fondamental du paysage économiques en Algérie. Mais demeure peu étudié, d'ailleurs les premiers essais de mesure du secteur informel remontent à la fin des années 80. Le secteur informel s'est seulement maintenu mais il a chargé et a pris l'ampleur ces dernières années, la transition économiques engagé au début de la décennie 1990 se traduit par le recul du secteur public marchand et départ du secteur privé.

L'objet de ce chapitre et d'une part de rappeler l'historique et phases d'apparition et de développement du commerce informel en Algérie, et d'autre part souligner les fondements du commerce informel et ces différents formes et méthodes dans ce pays.

1. Les périodes de développement du commerce informel en Algérie

1.1. La période coloniale

Durant cette période, sont développées essentiellement les activités informelles de subsistance appelées « informel de misère » (Prenant, 2002, p122). Les activités informelles étaient présentes pratiquement dans toutes les branches d'activité : le commerce, services aux ménages. Industrie de transformation notamment textile, artisanat traditionnelle. Le BTP¹ et l'agriculture. Les principaux facteurs à l'origine de développement des activités informelles durant cette période sont l'exode rural, le développement massif du chômage et l'expansion de la pauvreté.

1.2. La période de l'économie planifiée et administrée (1967-1985)

Durant cette période, l'économie algérienne était une économie administrée et caractérisée par un système de Prix rigide et le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur. En 1967, l'Etat a opté pour une politique de développement appelée industrie industrialisant. L'Etat a procédé à plusieurs processus d'investissements particulièrement dans les secteurs jugés prioritaires : l'industrie et BTP durant la période allant de 1967 à 1977 et qui ont permis la création de plusieurs postes d'emplois et la réduction considérable du taux de chômage de 33% en 1966 à 14% en 1985 (CNES, 2004, p46).

Toutefois, dès la fin des années 1970, apparaissent les premiers effets indésirables de la politique économique adoptée, à savoir :

- L'extension du marché noir qui constitue une réponse aux déséquilibres sur le marché des biens (Hammouda. 2002, p64).
- L'apparition au cours des années 1980 d'une demande en biens de consommation ne pouvant pas être satisfaite par l'offre nationale d'où l'apparition, du « trabendo ou commerce de la valise (Flammouda, 2002, p64) qui est une forme du commerce informel.

¹Le PIB (selon la méthode des dépenses) = la consommation finale + l'accumulation brute (formation brute du capital fixe et variation des stocks) + les exportations nettes (exportations moins importations). selon la méthode du revenu. le PIB = la somme de rémunérations de salariés consommation du capital fixe + les impôts directs nets de subventions -, les excédents nets d'exploitation.

• Durant la même période, apparaît un secteur informel spéculatif dans le secteur de l'immobilier comme conséquence des opérations mal maîtrisées de cessions des biens de l'Etat, notamment, les habitations « biens vacants, logements et terrains sociaux, coopératives immobilières ...».

1.3. La période transition à l'économie de marché :

Le secteur informel connaît un coup d'accélération et de modification de ses formes avec le passage à l'économie de marché, depuis la fin des années 1970, le secteur informel ne cesse d'étendre son emprise sur l'Algérie. La fin des années 1980, a été caractérisée par une crise économique néfaste. Pour remédier à cette crise, des réformes libérales visant à instaurer L'économie de marché sont entreprises à partir de 1994, par l'application du PAS(Bellache, 2009, p9).

2. Les fondements de commerce informel en Algérie

Le commerce informel est un phénomène complexe et fortement hétérogène qui tire sa source de plusieurs facteurs, dont nous pouvons citer :

2.1. Le développement du chômage

Le chômage en Algérie a fortement progressé depuis 1986, Cette aggravation du chômage résulte non seulement de la baisse sensible de création d'emploi, en raison de la réduction voir de l'arrêt des investissements publics dès 1986 suite à l'effondrement des prix des hydrocarbures mais également par le licenciement massif d'employés, estimé à plus de 600.000 postes de travail perdus (Boutaleb. 2002, p107) induits par les plans de restructuration des entreprises mis en oeuvre à partir de 1994 dans le cadre de l'application du plan d'ajustement structurel, ainsi d'autres facteurs conduites à [intensification du taux de chômage : l'accroissement de la Population active estimée à 10 812 000 personnes (ONS. 2010) ainsi que l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail.

Tableau n° 02: évolution du taux de chômage (1986-2010).

Années	1986	1989	1991	1994	1995	1996	2000	2001	2002	2004	2005	2006	2010
%	18	19.1	21	24.4	28.1	28.3	30	29.7	27.3	23.7	17.7	15.3	%10

Source : www.ONS.dz.

Selon le tableau ci-dessus (tableau n° 02), nous remarquons que, depuis [éclatement de la crise de 1986. le taux de chômage n'a pas cessé d'augmenter. en dépit de sa baisse ces dernières années. il est passé de 18% en 1986 à 30% en 2000.

Face au chômage, nous assistons à des disparités assez significatives selon l'âge, le sexe et le niveau d'instruction ; le taux de chômage s'établit à 8.1% chez les hommes et atteint 19.1 %

chez les femmes en 2010. Le chômage touche principalement les jeunes : le taux de chômage des jeunes (16-24 ans) atteint 21.5% ; soit près d'un jeune actif sur cinq, alors que celui des adultes (25 ans et plus) s'établit à 7.1 %. Par ailleurs, on relève un chômage qui touche davantage les universitaires et plus particulièrement les diplômés : Alors que le taux de chômage parmi la population n'ayant aucun diplôme est estimé à 7.3 %, celui des diplômés de l'enseignement supérieur atteint 21.4%(11.1 % chez les hommes et 33.6% chez les femmes) (ONS, 2010).

2.2. Tendances démographiques

La genèse et le développement du secteur informel sont indissociables de la logique historique des formes prise par la dynamique démographique. La croissance démographique (notamment la population en âge de travailler) induit une forte pression sur le marché du travail formel dont les capacités d'absorption s'avèrent très limitées par rapport aux flux importants de main-d'œuvre qui s'orientent ainsi vers le secteur informel. Le tableau suivant désigne l'augmentation de la population totale :

Tableau n°03 : la croissance de la population (1980 — 2011).

Années	1980	1990	1995	2000	2005	2008	2010	2011
%	18 811	25 299 1	28 291	28 291	32 888	34 428	35 468	35 988
	199	82	591	591	449	028	208	981

Source : www.ONS.dz.

Selon le tableau ci-dessus (tableau n° 03), nous remarquons que la population ne cesse de croître. Elle a atteint 35 988 981 habitants en 2010. ce qui provoque une tension sur le marché du travail ainsi l'accentuation du chômage.

2.3. L'érosion (la dégradation) du pouvoir d'achat :

Depuis le début des réformes réalisées par le PAS. L'Algérie enregistre une érosion considérable du pouvoir d'achat. Les salaires ont connus que des faibles augmentations. Cette érosion résulte de l'annulation de toutes les subventions et soutiens des prix des biens de la 2e consommation.

Tableau n° 04 : Evolution des revenus des ménages, de la consommation et des prix.

Années Désignation	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Revenus disponibles des ménages		15	21.2	36.2	27.4	19.3	
Consommation des ménages(%)		14.2	22.5	33.8	23.1	30.8	31.1
Prix(%)	18.3	23.8	33.2	26.5	19.5	31.5	28

Source : Boutaleb.K, le marché du travail en Algérie : le poids de l'emploi informel, Revue économie et management, l'économie informelle en Algérie, N°1, mars 2002, p 110.

Selon le tableau n° 04, nous remarquons l'augmentation du revenu des ménages, d'une part, mais l'augmentation des prix des biens et services de l'autre part, cela induit la diminution du pouvoir d'achat. Sachant que les catégories sociales les plus touchées sont celles qui vivent de revenus fixes : les salariés ou de transfert divers (allocation chômage, pension...).

2.4. Les déperditions scolaires²

Malgré le niveau élevé des taux de scolarisation en Algérie, le système éducatif se caractérise par un faible rendement interne qui se manifeste par d'importantes déperditions⁴, illustrées par des taux élevés d'échecs aux examens, de redoublement et d'exclusion.⁵ 32000 élèves déscolarisés en 1998 et 426000 en 2001, dont plus d'un quart issu du cycle secondaire (CNES, 2004, p50). Ces jeunes sont hors du système éducatif et par voie de conséquence, font recours au secteur informel qui leur permet ainsi de gagner un revenu complémentaire ou principal. De ce fait, le secteur informel devient de plus en plus le lieu d'insertion des déscolarisés.

3. L'approche multicritère pour définir le marché et le commerce informel en Algérie

Le marché informelle (CNES, 2004, p27) est une place de l'offre et la demande des biens et des services marchands ; elle se caractérise par sa petite taille et la non-observation de la réglementation liée à sa création, son fonctionnement et son exploitation. Il s'agit essentiellement de commerce familiales (auto- financement et emploi d'aides familiaux), ambulantes, peu productives et peu rémunératrices, ne répondant pas aux normes de travail en termes d'hygiène et de sécurité et ayant un mode de gestion traditionnel et archaïque et s'approvisionnant en matières premières et en crédits auprès du marché parallèle.

²Les déperditions scolaires regroupent ceux qui ont quitté le système scolaire volontairement et les exclus en raison d'échec aux examens de passage d'un cycle à un autre

Le repérage de l'emploi informel pour les employeurs et les indépendants se fait à partir des critères suivant (Musette et Hammouda, 2002) :

3.1. La taille de l'établissement :

Le non-respect de la réglementation va de pair avec la micro-taille, la petite taille permet de demeurer invisible aux yeux des autorités. Cette méthode permet en dénombrant les travailleurs au sein d'une unité, de déceler les commerçants informels.

3.2. L'immatriculation à la sécurité sociale :

En Algérie, chaque occupé doit être affilié à une caisse de sécurité sociale, cependant beaucoup d'employeurs et d'indépendants ne sont pas affiliés à la sécurité sociale car la CNAS exige un taux élevé.

3.3. La forme d'enregistrement :

Les articles 19, 20, 27 relatifs au code du commerce stipulent que toute personne exerçant une activité commerciale est tenue de posséder un registre de commerce. Le non possession d'un registre de commerce est un signe d'informalité.

3.4. Mode d'impôt :

Les régimes d'imposition qui existent en Algérie : -Le régime du réel : sont concernés par cet impôt, les employeurs et les indépendants qui déclarent avoir une comptabilité complète. -Le régime du forfait : c'est une taxe fixée par les services de l'impôt en fonction du chiffre d'affaire et d'autres critères (situation géographique). Sont considérés comme entrepreneurs informels, tous ce qui ne payent pas d'impôts et n'étant pas déclarés au fisc, le mode forfaitaire est considéré aussi informel du fait qu'il favorise et facilite l'évasion fiscale. De ce fait, les employeurs et les indépendants informels doivent répondre aux conditions suivantes :

- L'employeur emploie moins de cinq salarié ;
- L'employeur ou l'indépendant n'est pas immatriculé à la sécurité sociale ;
- Ne possède ni un registre de commerce, ni une autorisation communale ;
- L'employeur ou l'indépendant qui déclare son mode d'imposition comme étant forfait.

Exonéré ou n'ayant pas du tout répondu.

4. La création de lieu d'activité : contraintes et mesures d'incitation

Avant d'évoquer les contraintes à la création de lieu d'activité formelle qui poussent à commencer dans le secteur informel, ainsi que les politiques publiques visant à réduire le commerce informel, il se trouve utile de mettre en exergue les différentes formes du secteur informel, la mesure de ce dernier et son estimation en Algérie.

4.1. Les différentes formes du secteur informel en Algérie

Le secteur informel couvre, en Algérie, pratiquement tous les domaines d'activités productives et de services marchands. Aussi, cette économie se caractérise par une grande diversité et répond, dans une large mesure, aux critères retenus à la base de la définition de l'économie non observée (ENO) proposée par le système de comptabilité nationale des Nations Unies (SCN 1993). Selon le CNES (2004, p27), il est distingué deux grands segments.

4.1.1. Le secteur informel pur (simple) :

Qui est constitué de l'ensemble des activités non enregistrées, auprès des administrations générales (Communes, Centre National du Registre de Commerce, services statistiques), et par la non déclaration d'existence auprès des services des impôts et sociale par la non déclaration des salariés et des employeurs indépendants normalement affiliés aux caisses de sécurité sociale.

4.1.2. Le secteur formel sous-déclarant :

Il englobe les activités enregistrées administrativement mais non déclarées aux services des impôts et/ou à la sécurité sociale. Cette catégorie est prépondérante dans le secteur privé où les employés ne sont pas déclarés à la sécurité sociale.

Donc, il existe un segment intermédiaire entre le secteur structuré et le secteur informel, se traduisant par la sous-déclaration des activités (déclaration partielle du chiffre d'affaires) et d'emplois pour payer moins d'impôts et des charges sociales.

Dans ses analyses sur l'économie informelle en Algérie. Bounoua (2002b, p200) distingue deux types d'activités informelles, celles qui sont exercées par des agents animés par une logique de reproduction sociale (activité de subsistance notamment) et qui relèvent du secteur informel tel que les petites activités qui se concentrent dans le petit commerce et service (vendeur ambulante.. etc.) et celles relevant de l'économie souterraine, exercées par des agents suivant une logique d'accumulation (ou de recherche de rente) comme la fraude et l'évasion fiscale.

5. La mesure de l'économie non observée en Algérie

En Algérie. La mesure et l'évaluation de l'ENO est apparue en 1989. Depuis cette date. Les comptes économiques algériens intègrent une bonne partie des activités relevant de l'ENO. A présent, il existe plusieurs approches pour l'évaluation de l'ENO et chacune d'elles dépend des sources d'informations statistiques disponibles, de leur qualité et de la catégorie qu'elle se propose d'appréhender (activités illicites, économie souterraine, secteur informel). Ces approches sont globalement regroupées en deux (02) grands ensembles de méthodes dites directe et indirecte.

5.1. Les méthodes directes

Elles se basent sur des enquêtes spécialisées sur le terrain auprès des ménages et des établissements (centres commerciales, les marchés)

5.1.1. Les enquêtes auprès des ménages

Le principe de ces enquêtes repose sur la collecte des données auprès des individus, soit par sondage spécialisé : les enquêtes sur la main d'œuvre « emploi » qui est menée annuellement en Algérie, ou en réalisant des enquêtes de consommation : enquêtes sur le budget familial, les revenus, les dépenses de consommation ou soit, par le recensement de la population qui est une enquête exhaustive (Musette et Hammouda, 2002, p38).

5.1.2. Les enquêtes auprès des établissements

Ce type d'enquête repose sur la collecte des données auprès des entreprises et le recensement de celles-ci, qui port en particulier sur la production des biens et services ; elles donnent aussi un volet agrégé sur l'emploi reparté par secteur d'activité (CNES. 2004, p30).

5.1.3. Les enquêtes mixtes (enquête à deux phases)

Parmi les enquêtes mixtes, nous trouvons

➤ **L'enquête à deux phases :**

Cette méthode a pour objet de collecter les données auprès des deux unités : les ménages et les établissements et cela en deux phases complémentaires dont

- La première se fait auprès des ménages pour identifier les lieux d'activités ou propriétaires du secteur informel à travers le recensement de la population ;
- la deuxième, se fait pour avoir les caractéristiques de quelques marchés sélectionnées (échantillon)

5.1.4. L'enquête I, 2,3:

Elle est définie comme « la méthodologie, basée sur un système d'enquêtes, qui combine les ménages et les producteurs informels » (Zidouni, 2002. p168), qui se réalise en trois phases :

- La première phase (emploi) est une enquête auprès des ménages qui détermine l'offre de travail et la capacité d'insertion des individus, sur le marché du travail. De plus, elle permet d'identifier les chefs des Unités de Production Informelles (UPI). Ainsi,

- la deuxième phase (secteur informel) détermine les composantes de l'activité économique des UPI, via une enquête auprès des agents du secteur informel. Elle se consacre, notamment à leurs comportements en matière d'emploi, de prix, de production, d'investissement et de concurrence.

- La troisième phase (consommation) analyse la consommation des ménages en permettant, notamment de préciser l'origine de la demande adressée au secteur informel. Ceci s'exerce sous deux (02) angles : « estimer le montant des dépenses des différentes catégories de ménages par produits et évaluer le poids respectif du formel et de l'informel dans les dépenses réalisées par les ménages ».

5.1.5. Les contrôles fiscaux et autres contrôles de conformité

Les services fiscaux réalisent ce type de contrôles pour évaluer, notamment le niveau du montant de la fraude fiscale. Les résultats de ces contrôles sont utilisés pour le redressement des éléments du compte de production et d'exploitation tels que la production brute, la valeur ajoutée, l'excédent d'exploitation.. etc. Deux approches principales sont utilisées par le Ministère des Finances pour chiffrer la fraude fiscale : l'approche la plus utilisée est celle, qui consiste à rapprocher les montants issus du contrôle fiscal effectué chaque année par rapport au total des droits constatés sur la base des déclarations fiscales des personnes physiques et des entreprises (détermination du taux de fraude par nature d'impôt et taxe), l'approche par le recoupement avec les résultats de la comptabilité nationale. qui consiste à corriger les comptes de la nation d'une mesure de fraude déterminée à partir des bilans fiscaux des entreprises. Cette approche semble la mieux indiquée mais, elle reste conditionnée par l'existence de données crédibles et d'instruments d'analyse performants

5.2. Les méthodes indirectes

Elles sont basées sur la technique du solde qui consiste à observer les écarts entre les ressources et les emplois, les méthodes les plus utilisées sont :

5.2.1. Analyse des écarts entre les revenus utilisés et les revenus produits

Elle vise à confronter, au niveau micro-économique, les dépenses des ménages et leurs revenus et, au niveau macro-économique, les PIB selon l'optique Dépenses et Revenus.

5.2.2. Méthode du marché du travail

Cette méthode se base sur la comparaison entre les données sur l'emploi provenant de sources différentes (enquêtes ménages, enquêtes entreprises, statistiques administratives. ...). La première étape consiste à évaluer le stock total de l'emploi, le deuxième est l'évaluation de l'emploi irrégulier correspondant aux activités de l'ENO. L'écart en emplois entre les 2 sources permet d'estimer le PNB en partant d'hypothèses sur les taux de productivité apparente du travail par branche.

5.2.3. Méthode utilisant les sources fiscales

Cette méthode se base sur les contrôles de cohérence, effectués par les services fiscaux sur les comptes des entreprises. Mais cette méthode ne peut être appliquée qu'aux entreprises disposant d'une comptabilité complète et la réglementation liée à la confidentialité du chiffre interdit dans un grand nombre de pays de communiquer les résultats des contrôles fiscaux aux services statistiques.

5.2.4. Les sources de données utilisées par la comptabilité nationale algérienne

Les principales sources de données utilisées pour l'estimation des différentes composantes de l'ENO, sont principalement les recensements, les enquêtes statistiques et les sources administratives.

5.2.4.1. Les recensements

Les recensements généraux de la population et de l'habitat (RGPH), servent aux statisticiens à l'élaboration des bases de sondage utilisées pour les enquêtes auprès des ménages. Qui représentent des indications pour l'évaluation de certaines composantes de l'ENO. Cependant, le coût élevé résultant de ce recensement. Ce dernier a une périodicité décennale. Quatre recensements ont été réalisés, le premier en 1966. Le second en 1977, le troisième en 1987 et le dernier en 1998 (Zidouni. 2002. p171).

5.2.4.2. Les enquêtes statistiques

Zidouni distingue Six enquêtes statistiques pour mesurer l'ENO réalisées par l'ONS

- L'enquête approfondie sur l'industrie et le BTPH : Cette enquête quinquennale, consiste à observer toutes les entreprises employant dix salariés et plus- les entreprises moins de dix salariés sont enquêtés par sondage- afin de dresser les tableaux des ressources et des emplois et l'élaboration des pondérations entrant dans le calcul de l'indice des prix à la production industrielle, et pour l'évaluation de certaines composantes de l'ENO.
- L'enquête annuelle sur l'industrie : Cette enquête concerne aussi les entreprises de dix salariés et plus, qui offre la possibilité d'évaluer la valeur ajoutée, la production brute, la rémunération des salariés... qui revient au secteur informel.
- L'enquête annuelle sur le BTPH : Elle est réalisée par un bureau d'étude public CNAT, puis reprise par l'ONS à partir de 1994, elle fournit chaque année des indicateurs sur l'ENO.
- L'enquête annuelle sur le commerce, les services et le transport : elle concerne les entreprises publiques, en relevant par exemple les marges commerciales sur le secteur formel peuvent servir pour les estimations du secteur informel.
- L'enquête sur les dépenses de consommation des ménages : c'est une enquête de périodicité décennale, elle compte parmi les sources d'informations les plus fiables et les plus privilégiées pour la comptabilité nationale, elle offre des informations détaillées (elle inclue les services fournis aux ménages, et la variable emploi), elle était réalisée en 1967- 1968, 1979-1980, 1988).

Elle fournit principalement des indications sur la production informelle de certains produits dont la destination est exclusivement vers la consommation des ménages. L'avantage de cette méthode c'est que si une bonne partie de l'ENO est dissimulée au niveau des ressources en Particulier au niveau de la production. Elle finit toujours par apparaître au niveau des emplois ou des dépenses (Zidouni, 2002. p173).

- L'enquête trimestrielle par emploi : C'est une enquête auprès des ménages, qui donne des indications sur le secteur et l'emploi informel à titre d'exemple : le taux des non cotisants, nombre d'assurés sociaux non salariés, nombre d'employeurs et indépendants selon la taille de l'établissement, nombre de salariés selon la taille de l'établissement, nombre d'employeurs et indépendants selon leur mode d'imposition, employeurs et indépendants selon la forme d'enregistrement.

5.2.4.3. Les informations administratives

- Les données de la comptabilité publique : Cette source peut fournir des indications sur l'économie souterraine pour des motifs économiques (évasion fiscale, fraude fiscale) : les

comptables nationaux procèdent à des évaluations de la TVA due, et les résultats sont systématiquement recoupés avec la TVA réellement collectée par l'Etat.

- Les données fiscales : la comparaison du chiffre d'affaire redressé des données fiscales élaboré par la direction générale des impôts avec celui des enquêtes annuelles (non redressé), permet de découvrir l'existence de l'ENO.
- Les données douanières : les statistiques du commerce extérieur de marchandises (importations et exportation) sont élaborées par la direction générale des douanes ; elle sous estiment les importations sans paiement, qui représentent près de 4% des importations totales de marchandises.

6. L'estimation du secteur informel

En Algérie, l'estimation du secteur informel débute dans les années quatre-vingt. Souames est le premier à avoir évoqué la possibilité de prise en charge de ce secteur par les services statistiques algériens, lors du séminaire tenu à Rabat en 1984 (Hammouda, 2002, p81). La première estimation est faite par Charmes en 1985, en se basant sur une double approche ménages-entreprises (méthode directe) .il estime à cet effet le volume de l'emploi informel à 25.6% de la population occupée non agricole en 1985 (Hammouda. 2002. p82). Il a donné également une estimation indirecte de l'emploi informel dans les années quatre vingt et les années quatre vingt dix, comme la montre le tableau ci-après.

Tableau n° 05 : Tendances de la population active, du chômage et de l'emploi informel en Algérie.

Taux de croissance annuel		Taux de chômage	Taux d'emploi informel	
PNB par tête	Population	Années 1990	Années	Années 1990
1980-1993	1980-1995		1980	
-0.8 %	3,8%	20,5 %	21,4%	25.4%

Source : Charmes. J « l'emploi informel : méthodes et mesures ». Cahiers du GRATICE, 2002, p30.

D'après ce tableau, nous remarquons l'augmentation du taux d'emploi informel de 21,4% dans les années quatre vingt à 25, 4% dans les années quatre vingt dix, ce ci s'explique par les conséquences négatives du Programme d'Ajustement Structurel. L'emploi informel a été le plus étudié en Algérie, le tableau ci après, illustre les différentes estimations statistiques de l'emploi informel effectuées, distingués selon les critères retenus et les sources d'information utilisées.

Tableau n° 06 : les différentes estimations de l'emploi informel en Algérie.

Estimations	Année	Source	Statut	Critère
Charmes	1985	Ménage, entreprise	Officielle	Taille
Bentabet	1989	Ménages	Semi-officielle	Situation individuelle et état matrimoniale
Plan	1992-1997	Indirecte	Officielle	Indéterminé
Ecotechnics	1992, 1995, 1996	Ménages	Serai-officielle	Enregistrement
Lakehal-Ali Bacha	1992	Ménages	Universitaire	Sécurité sociale
Chergui-Bousmaha	1992	Ménages	Universitaire	Multi critère
Kelkoul	1992	Ménages	Universitaire	Multi critère

Source : Hammouda. N, Secteur et emploi informels en Algérie : définition, mesures et méthodes d'estimation, in revue l'économie informelle au Maghreb, Cahiers du GRATICE, n°22, 2002, p82.

De ce fait, Lakehal et Ali Bacha identifient les travailleurs informels non agricoles par l'absence d'enregistrement auprès de la sécurité sociale. Le volume des occupés informels est estimé à 1.134.000 emploi non agricole, soit 26,6% de l'ensemble de la population occupée non agricole évalué à 4.264.000 emplois. Quand aux Chergui et Bousmaha, ils se basent sur une étude multicritère pour avoir un champ de définition plus large, elles introduisent dans leurs estimation une catégorie de travailleurs intermédiaires qui se situent entre les travailleurs informels et ceux formels. Le tableau ci-après donne la répartition des travailleurs informels et intermédiaires selon la situation vis-à-vis à l'informalité.

Tableau n° 07: Répartition de l'emploi selon la situation dans la profession et le type.

Situation dans la profession	Formel	Intermédia	Informel	total
Employeurs et indépendants	5.000	486.000	159.000	650.000
Salariés	2.586.000	63.000	275.000	3.124.000
Apprentis et aides familiaux	/	26.000	90.000	116.000
Total	2.591.000	776.000	524.000	3.890.000
%	66,6%	19,9%	13,5%	100%
Occupés marginaux du moment	/	/	374	374.000
Total emploi non agricole du moment	2.591.000	776	898	4.264.000
%	60,8%	18,2%	21%	100%

Source : Hammouda. N, Secteur et emploi informels en Algérie : définition, mesures et méthodes d'estimation, in revue l'économie informelle au Maghreb. Cahiers du GRATICE, n22, 2002, p85.

Kelkoul compte à lui, en se basant sur une enquête multicritère. il définit les employeurs et les indépendants informels comme étant ceux non assurés et ne possédant pas de registre de commerce, aux quels il ajoute les travailleurs à domicile, les occupés marginaux et les occupés exerçant une activité secondaire. Son estimation de l'emploi informel non agricole est de 26.3% de l'emploi total. Les services du Plan en incluant les travailleurs à domicile, proposent une estimation indirecte du secteur informel : une estimation de la population active à partir des données démographiques ; une estimation de l'emploi structuré à partir des bilans provenant des diverses sources administratives. Par solde on obtient une estimation de l'emploi non structuré. Ecotechnics est un bureau d'étude privé, se basant sur l'enquête auprès des ménages (1992, 1995, 1996), en prenant le critère de base l'enregistrement

- La déclaration administrative (registre du commerce, autorisation communale...)
- La déclaration fiscale (déclaration d'existence auprès des services des impôts)
- La déclaration à la sécurité sociale (employeurs CASNOS, employés CNAS).

En 1997, introduit l'idée de l'existence d'un secteur formel sous déclarant (partiellement enregistré) en plus des secteurs formel et informel proprement dit.

Ainsi, le tableau n°7(annexe1), fait apparaître que, Bernard a estimé l'emploi informel en additionnant le nombre d'employeurs de moins de dix salariés permanents avec le nombre d'indépendants, d'apprentis, d'aides familiaux et de femmes partiellement occupées, à 1.645 .000 occupés soit à 19,5% de la population non agricole en 1977. Charmes a estimé l'emploi informel à 25, 4% de la population active occupée non agricole en 1985, en additionnant le nombre d'emploi non-salariés informels et les femmes partiellement occupées. Ecotechnics. quant à lui, a estimé l'emploi informel à 32,95% en 1992 et à 23, 57% en 1995 et à 30,27 en 1996. Selon ces estimations, nous remarquons que le secteur informel représentait une part croissante de l'emploi, ces évaluations, mettent en évidence l'ampleur et la progression de l'emploi informel dans l'économie qui est passé de 19,5% de l'emploi total non agricole en 1977 à 25,6% en 1985 ; et à 30% au cours des années 90.

Finalement, la mesure du secteur informel en Algérie est importante. Puisque elle permet l'amélioration des statistiques économiques et les comptes nationaux pour découvrir la contribution du secteur informel au développement économique.

7. Les mesures incitatives pour réduire le commerce informel.

Le poids important du secteur informel dans l'économie algérienne a conduit les autorités publiques à envisager des mesures visant à réduire les activités informelles, et inciter à la création d'activité formelle (marché, ...), plusieurs actions ont été prises à cet effet, à savoir:

- Les mesures réglementaires.
- Les mesures d'aides et de soutien.

7.1. Les mesures réglementaires.

L'intervention des pouvoirs publics se détermine par l'octroi d'incitations aux investissements, principalement au moyen de simplification des procédures réglementaires et fiscales :

- l'allègement des procédures administratives et réglementaires pour la création d'entreprises : les modalités d'inscription au registre du commerce se sont assouplis en 2007, par la réduction du nombre de documents, de 12 à 8, nécessaires à l'inscription au RC et la réduction substantielle des délais de délivrance du RC de 2 mois à 24 heures (Adair et Bellache, 2008, p14) ;
- L'affiliation à la CASNOS demeure assujettie à la possession d'un registre de commerce ou toute autre autorisation administrative (carte d'agrément, carte d'artisan...).
- L'exclusion des artisans et des coopératives artisanales de l'inscription au registre de commerce, soumis, désormais à l'inscription au registre de l'artisanat et des métiers:
- L'explication du principe du contrôle a posteriori avec des sanctions plus dissuasives pour toute infraction (CNES. 2004_ p23).
- Diminutions d'impôts pour les nouveaux investisseurs, investissements de rénovation et d'extension pour une période de 3 à 5 ans avantages fiscaux accordés dans le cadre de l'ANSEJ, CNAC, ANDI, franchise de TVA, des Droits de douane au taux réduit pour les équipements, exemption du droit de mutation, exonération de l'IBS, de la taxe foncière dans le cadre de la loi sur la promotion de l'investissement (Bellache, 2010, p81).
- Selon l'article 282 de la loi de finance 2007 : 11 est établi un impôt unique forfaitaire (IUF) qui se substitue au régime forfaitaire de l'impôt sur le revenu. Il remplace l'IRG. TVA et la TAP. Ce taux d'INJ est fixe comme suit :12% est applicable à l'activité de prestation de service, et 6% est applicable aux personnes physiques dont le commerce principal est la vente de marchandise ou d'objets et dont le CA ne dépasse pas 3 millions DA, y compris les artisans exerçant une activité artisanale d'art aux personnes physiques exerçant d'autres activités et

prestations de services lorsque leur CA annuel n'excède pas 3 millions DA ; aux personnes physiques exerçant simultanément ces deux activités.

7.2. Les mesures d'aides et de soutien

Les pouvoirs publics ont créé des agences chargées d'aide et de soutien à la création d'entreprises, afin de limiter le nombre d'entrepreneurs opérant dans le secteur informel. La libéralisation de l'acte d'investir a été consacré en Algérie en 2003 par la promulgation du décret législatif du 05/10/1993 relatif à la promotion de l'investissement, il s'agit du premier Code de l'Investissement adoptée dans le sillage des réformes de libéralisation de l'économie nationale. La création de certaines agences est particulièrement en grande partie à l'origine de la prolifération du tissu de petite et moyenne entreprises, telles que : PANSU, l'AND', la CNAC. l'ANGEM, et des organes de promotion de l'acte d'investir, comme le Conseil National de l'Investissement(CNI), qui propose des stratégies et des mesures nécessaires pour encourager et développer le système d'investissement et le Fond d'Appui aux Investissements(FAI), qui a le but de la prise en charge, partielle ou totale, des travaux d'infrastructures et des coûts de certains avantages particuliers.

En effet, ces dispositifs publics ont contribué à l'expansion du tissu de petite et moyenne entreprises, mais cela n'a pas abouti à la limitation des entrepreneurs opérants dans le secteur informel, conséquences du dysfonctionnement de ces agences, caractérisées par la corruption, la connivence, et l'opacité des procédures administratives (Boutaleb. 2006. p12).

En Algérie, l'apparition et l'expansion de l'entrepreneuriat informel sont liées aux conditions historiques et à des facteurs contextuels défavorables spécifiquement à la crise de dysfonctionnement économique, phénomène varié et hétérogène, il a pris plusieurs formes en son évolution, de l'informel de misère, à l'informel spéculatif et l'apparition de la pluriactivité et le travail à domicile dans le contexte de passage à l'économie de marché. Nous pouvons dire que l'informel est une réponse aux déséquilibres sur le marché des biens. Du fait d'une rigidité des prix et de l'offre dont la transition perpétuelle et discontinue vers l'économie de marché, la démonopolisation du commerce extérieur, la destruction du secteur public productif la réduction sévère des investissements de l'Etat ont fait que le secteur non structuré occupe un champ extensible. Le développement de l'entrepreneuriat informel a été expliqué non seulement par l'insuffisance ou la baisse de la croissance qui a provoqué à son tour la baisse de la création d'emploi, la difficulté d'accès au marché officiel, la pauvreté et la stratégie de survie des ménages, mais aussi par la créativité et l'esprit d'entreprise des gens. Il existe deux catégories de micro entreprises, celle qui constitue des activités de production

sociale permettant aux entrepreneurs de se procurer d'un revenu de subsistance et celle des activités porteuses d'accumulation et génératrices de productivité.

Dés lors, l'Etat a mis en place des dispositifs et structures d'incitation à la création d'entreprises et des mesures d'assouplissement des procédures réglementaires et la simplification de la fiscalité, qui ont pour objectif la stimulation des investissements productifs et la promotion de l'emploi afin de lutter contre les différentes formes de fraudes et d'atteintes à l'économie nationale, sauf que ces mesures restent insuffisantes pour intégrer les entrepreneurs informels dans la sphère de l'économie réglementée.

En effet, les contraintes auxquelles sont exposés les promoteurs d'entreprises dans l'environnement sont multiples. Ces contraintes justifient des limites d'entreprendre et de promouvoir de manière générale l'esprit d'entreprise. Les principales contraintes sont de nature administrative, financière, fiscale et institutionnelle qui ont contribué à l'impulsion de la création d'entreprise informelle comme nous le montrons dans le chapitre suivant en s'appuyant sur une enquête de terrain au niveau de la wilaya de Bejaia, auprès d'un échantillon de 100 entrepreneurs informels afin de collecter les informations utiles pour notre analyse concernant leur profil, leurs motivations.. etc. En effet dans le chapitre suivant, nous aborderons les approches méthodologiques employées pour le déroulement de notre enquête et l'analyse des résultats, ainsi que le traitement et l'analyse des résultats de notre étude.

8. Les méthodes d'évaluations du secteur informel en Algérie :

La mesure macro-économique de l'économie informelle relève de deux approches, indirecte et directe, qui recouvrent plusieurs méthodes non comparables et aboutissent à des estimations disparates. Les approches indirectes reposent sur cinq méthodes distinctes : comptes nationaux, consommation (intermédiaire) d'électricité, agrégats monétaires et demande de monnaie, modélisation souple (multi variable), offre implicite de travail ; les approches directes reposent sur des enquêtes dont les résultats sont extrapolés. Les estimations les plus basses sont fournies par les comptes nationaux. Ces deux dernières méthodes qui disposent de données chronologiques et font apparaître un accroissement de l'économie informelle sont discutables. L'accent est mis sur l'emploi informel qui recouvre une pluralité d'estimations (Adair Philippe, Cread, 2006, p31).

8.1. Méthodes directes d'enquête sur le secteur informel :

A la suite de l'adoption de la définition de 1993, les enquêtes auprès des ménages, et particulièrement les enquêtes mixtes (ménages + entreprises), ont été recommandées comme meilleur moyen pour appréhender le secteur informel.

(Mexico 1999) y ont recours avant 1993 (Charmes.J. Gratice, 2002, p21). Le principe 'des enquêtes repose sur la sélection d'un échantillon représentatif de ménages et, parmi ces ménages sélectionnés, sur l'identification des travailleurs indépendants et des employeurs qui en fraction des critères de la nouvelle définition, appartiennent au secteur informel.

Parmi les avantages des enquêtes mixtes deux méritent d'être soulignés l'objectif d'exhaustivité dans le dénombrement des entreprises informelles, et l'importance accordée dans l'enquête, à la collecte des données sur la production, la valeur ajoutée et les revenus générés par l'entreprise (Charmes. J, Gratice, 2002, p231).

8.2. Méthodes de mesure indirectes :

A l'exception des pays d'Amérique Latine et de quelques pays asiatiques qui ont été en mesure de générer des estimations annuelles du secteur informel à partir de leurs enquêtes permanentes sur l'emploi, la plupart des pays ont toujours recours à des estimations indirectes pour mesurer la taille et surtout la contribution du secteur informel à l'économie, bien que pour certains d'entre eux des chiffres directs soient occasionnellement disponibles, pour peu qu'il existe une enquête sur le secteur informel(Charmes. Gratice, 2002, p25).

Ces méthodes de mesure sont basées sur la technique du solde qui consiste à observer les écarts entre les ressources et les emplois.

Parmi les méthodes les plus fréquemment utilisées :

8.2.1. Méthode du marché du travail

Le principe se base sur la confrontation d'une série de données sur l'emploi provenant de sources différentes (enquêtes ménage, enquête entreprise, statistiques administrative).

8.2.2. Méthode utilisant les sources fiscales

Cette méthode se base sur les contrôles de cohérence, effectués par les services fiscaux sur les comptes des entreprises. Les résultats de ces contrôles peuvent servir de base de calcul pour améliorer l'évaluation complète du PIB. Cette méthode a deux limites. Elle ne peut être appliquée qu'aux entreprises disposant d'une comptabilité complète. La réglementation liée à

la confidentialité du chiffre interdit dans un grand nombre de pays de communiquer les résultats des contrôles fiscaux aux services statistiques (CNES, 2004, p31).

Les méthodes indirectes fournissent plutôt une estimation de l'emploi informel dans son ensemble, dont le secteur informel n'est qu'une composante. L'intérêt de la méthode devient alors évident : en comparant l'emploi informel avec l'emploi dans le secteur informel, on fait ressortir l'emploi externalisé non déclaré par le secteur formel (Charmes. .1, Gratice, 2002, p28 J).

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons pu cerner le cadre conceptuel du commerce informel en Algérie formé depuis l'indépendance.

Durant les années 1980 l'économie algérienne a connu des difficultés importantes .en effet, le choc pétrolier de 1986 à portée un coup dur à l'économie semblablement rentière. Aux débuts des années 1990 l'Algérie a engagé des réformes structurelles concrétisant ainsi le passage à l'économie de marché. Le désengagement de l'Etat de l'asphère économique par la privatisation a conduit à la restriction de l'emploi, et l'essor du secteur privé, qui relevé des petits commerçants informelles.

Dans le chapitre suivant en présentera les résultats de notre enquête de terrain.

Chapitre III : le commerce informel dans la wilaya de Bejaia.

Introduction

Le commerce informel a atteint des proportions alarmantes depuis plusieurs années dans la wilaya de Bejaia comme partout ailleurs en Algérie. Le poids de ce commerce pèse sur l'activité commerciale légale.

Dans cette enquête de terrain, nous avons élaborés 100 questionnaire distribués sur les commerçants informels originaires de la wilaya de Bejaia, se distribués essentiellement dans les stations de bus (stade, SNTV, El-Quads), à proximité des campus et résidences universitaires (Aboudaou, 17octobre,.....),et des autres régions autour de la wilaya, à savoir les grandes villes ; Kheratta, Borge-Mira, Souk-El-Tenine, Sidi-Aich, Ighzer-Amokrane et Akbou.

L'objectif de ce présent chapitre est la présentation de la méthodologie de travail d'enquête et l'interprétation des résultats de cette dernière pour expliquer l'intérêt de notre thème, en premier lieu nous commenças par la présentation de la région d'étude et la méthodologie adoptée dans cette enquête. Et en deuxième lieu ; on entamera la présentation et interprétation des résultats de l'enquête.

1. Présentation de la région d'étude et la démarche méthodologique de l'enquête.

Cette section présente l'approche méthodologique de recherche en identifiant les objectifs de l'enquête et le type d'enquête pour appréhender le commerce informel.

Notre enquête de terrain a été menée au niveau de la wilaya de Bejaia, de ce fait nous jugeons nécessaire de présenter brièvement la wilaya de Bejaia, de retracer ces principaux indicateurs socioéconomiques et de donner un aperçu sur la population active et le chômage ...etc. .

Dès lors cette section sera structurée de la manière suivante : une présentation de la wilaya de Bejaia suivie par une présentation de la méthodologie d'enquête, du questionnaire, du déroulement de l'enquête ainsi que la méthode outils d'analyses utilisé.

1.1.Présentation de la wilaya de Bejaia : quelques indicateurs socioéconomiques.

Nous présenterons de façon brève la zone d'étude « la wilaya de Bejaia » du point de vue géographique et socioéconomique.

1.1.1. Situation géographique et organisation administrative.

La wilaya de Bejaia, issue du découpage administratif 1974, se situe au Nord-est de la région centre de l'Algérie. C'est une wilaya côtière qui s'ouvre sur la mer méditerranée avec une façade maritime de plus de 100 Km, alternant criques rocheuses et plages de sable fin. Elle est organisée en 19 daïras chapeautant 52 communes. Elle a des limites administratives avec wilayas : Tizi-Ouzou et Bouira à l'Ouest ; Jijel à l'Est, Sétif et Bordj Bou Arreridj au Sud, son territoire s'entend sur une superficie de 3223 ,5 Km.

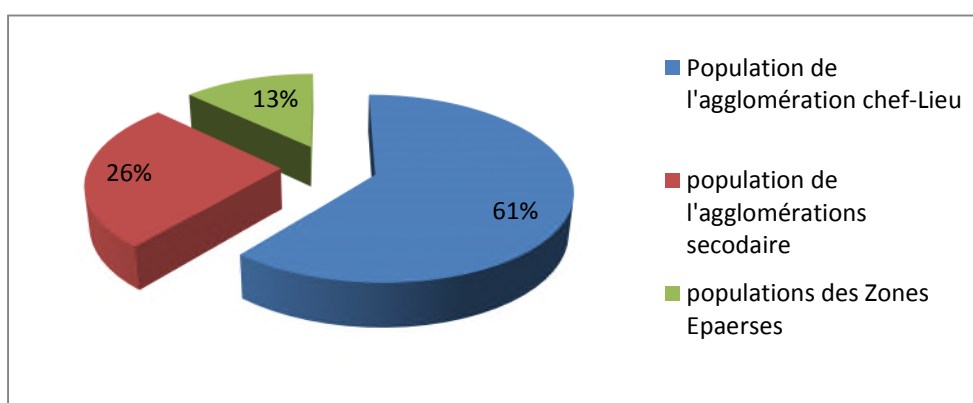
1.1.2. population et emploi :

➤ La population

La population totale de la wilaya de Bejaia a atteint 930000 individus à la fin de l'année 2010, d'où la densité de 289 habitants/Km². Cette densité est particulièrement élevée dans les communes urbaines Sidi Aich, Bejaia et Akbou avec 1823 Habitants /km², et faible dans les communes rurales 60 habitants /km² à Toudja, 50 à Ighil Ali et 24 habitants/km² dans la commune de Béni K'sila. La distribution de la population fait ressortir que 61% des habitants,

vivent dans les chefs-lieux, 26% dans les agglomérations secondaires et le reste dans des zones éparses .la population vivant en agglomération est de l'ordre de 814 590 soit 87 ,6% de la population totale comme la montre la figure suivante.

Figure n°01: répartition de la population par dispersion dans la wilaya de Bejaia



Source : DPAT, Monographie de la Wilaya de Bejaia 2012, DPAT, p13.

Le tableau suivant montre la répartition de la population de la Wilaya de Bejaia selon l'âge et le sexe.

Tableau n°08 : répartition de la population de la wilaya par tranches d'âge et sexes ;

Groupe d'âge	Masculin	féminin	Totale
0-14 ans	107113	101908	209021
15-19 ans	49980	48325	98306
20-29 ans	111617	103913	215530
30-39 ans	77606	72607	150213
40-49 ans	51811	49742	101554
50-59 ans	37683	35412	73095
60-64 ans	10100	10747	20847
65 et plus	28590	32843	61433
Total	474501	455499	930000

Source : DPAT, Monographie de la wilaya de Bejaia 2010, édition 2011, p16

De ce tableau, nous pouvons faire ressortir que :

- La population juvénile (de moins de 30 ans) est de près 522 550 représentant ainsi 56,2 % de la population totale.
- La population âgée de 16-59 ans est de l'ordre de 619 040 soit 66,6 % de la population totale, les femmes occupent 48,5 % dans cette tranche d'âge soit 32,3% de la population totale.

➤ **L'emploi ;**

La population active totale à la fin de l'année 2010 est d'environ 335 350, représentant ainsi 38 % de la population totale de la wilaya. La population occupée, quant à elle, est estimée à 310 950 personnes donnant ainsi un taux de chômage de 12 %, le tableau suivant démontre la répartition de la population active selon les secteurs dominants.

Tableau n°09 : population active occupée par les grands secteurs d'activité au 31/12/2010

Désignation	Situation au 31/12/10	Part(%)
Agriculture	66885	21,51
B.T.P	75625	24,32
Industries Publiques	23750	7,64
A.D.M (exécutif, A.P.C, EE.P.A)	40000	12,86
Service	69650	22,40
Artisanat et Tourisme	6900	2,22
Autres	28140	9,05
Totale	310950	100

Source : DPAT, Monographie de la wilaya de Bejaia 2010, édition 2011, p17.

A partir de ce tableau, nous remarquons que le secteur d'emploi le plus dominant est celui de BTP avec une part de 24,32%, et vient après le secteur de service (22,40%), et l'agriculture (21,51%) par contre l'artisanat et le tourisme 2,22% seulement.

1.2.Méthodologie de l'enquête :

Dans cette section nous présentons notre enquête de terrain. Nous allons au début exposer l'objectif de cette enquête, puis nous allons décomposer notre questionnaire d'enquête et détailler les éléments de son contenu, et enfin nous allons annoncer l'objectif de ce questionnaire.

1.2.1. Objectif de l'enquête

Cette partie est consacrée à l'exposition de la démarche poursuivie dans l'enquête de terrain, elle va contenir les représentations de la forme et du contenu de notre questionnaire.

Cette enquête est élaborée afin de recueillir les informations qui vont nous permettre de répondre à notre problématique de départ, en tenant compte du cadre théorique développé dans le 1er et le 2eme chapitre.

Nous avons élaborés un questionnaire auprès d'un échantillon représentatif de 100 commerçants informels originaires de la wilaya de Bejaia. Afin de mener à bien notre enquête de terrain sur l'étude de commerce informel cas de la wilaya de Bejaia et le rôle des commerçant informel, leurs caractéristiques, leurs motivations. Ce questionnaire est adressé aux commerçants informels de la wilaya de Bejaia.

En effet, le secteur informel comprend les indépendants, qui peuvent employer des travailleurs familiaux non rémunérés et des salaires occasionnels et les entreprises.

1.2.2. L'échantillonnage.

Dans tout processus de recherche, il est pratiquement impossible d'étudier tous les individus d'une population pour différents motifs tel que le cout de l'enquête, le temps.... Etc. c'est pour cela, qu'on fait appel a une méthode appelé « échantillonnage » .en effet, ce dernier se définit comme étant « *une technique qui consiste à « choisir, selon des critères définis à l'avance un certain nombre d'individus parmi les individus composant un ensemble défini, afin de réaliser sur eux des mesures ou des observations qui permettront de généraliser les résultats à l'ensemble premier* » (Aktouf, 1987, p72).

Dans le choix de la taille de notre échantillon, nous avons essayé de veiller à l'efficience statistique en prenant en considération le manque de moyens financiers et du temps nécessaire

à la réalisation de notre enquête de terrain ainsi que des limites de cette dernière. Nous étions contraints à réduire notre enquête à certaines communes, ainsi la taille de notre échantillon est de 100 commerçants informels répartis en 10 communes comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau n°10 : la structure de l'échantillon par commune

Communes	Type de commune	Questionnaire distribués	Questionnaires récupérés
Bejaia	Urbaine	10	10
Sidi- Aich	Urbaine	10	08
El Kseur	Urbaine	10	10
Oued- ghir	Urbaine	10	10
Kherrata	Rurale	10	08
Akbou	Urbaine	10	10
Bordj-mira	Rurale	10	09
Tazmalt	Urbaine	10	09
Souk-el-thnine	Urbaine	10	08
Tichy	Urbaine	10	08

Source : réalisé par nos soins

Au long de notre démarche, nous avons adopté une méthode d'échantillonnage non-probabiliste, qui ne nécessite pas une base de sondage et qui permet d'avoir accès à la population, puisque dans notre cas les statistiques concernant le secteur informel en Algérie restent inexistantes donc il s'avère difficile d'avoir une base de sondage.

1.2.3. Administration et déroulement de l'enquête.

1.2.3.1. Contenu et structure du questionnaire d'enquête.

Pour centrer toutes informations liées au profil de commerce informel et aux raisons à la création de commerce informel, nous avons mis en place un questionnaire (voir annexe) qui se compose de 36 questions précises et faciles à comprendre par les enquêteurs afin d'avoir le maximum de réponses. Nous étions dans l'obligation de limiter le nombre de

questions pour ne pas provoquer un refus de la part des enquêtes. Ces questions sont synthétisées en cinq axes.

➤ **Axe 1 : Données générales sur l'enquête**

Dans ce premier axe, composé de 8 questions, il s'agit d'identifier le profil de l'enquêteur (le commerçant informel) concernant son âge, son sexe, sa situation matrimoniale, sa situation dans le ménage, le niveau d'instruction.

➤ **Axe2 : Données sur l'activité exercée**

Cet axe consiste à identifier le secteur d'appartenance de son activité, ainsi que d'autres questions relatives au choix de son activité, la source d'approvisionnement, sur la main d'œuvre utilisé, la source de financement, les difficultés le chiffres d'affaire ainsi que sur la logique (accumulation ou reproduction)etc. (cet axe est regroupé 16 questions).

➤ **Axe3 : la localisation d'activité**

Il s'agit d'identifier le lieu d'exercice de l'activité de commerce informel et de déterminer le critère de choix de la localisation ainsi de dissocier entre les activités exercées dans un milieu rural ou urbain, cet axe compose 3 questions.

➤ **Axe 4 : situation de commerce informel vis-à-vis de la réglementation**

Cet axe se compose de 6 questions ayant pour objectif d'identifier les commerçants informels purs et les commerçants intermédiaires.

➤ **Axe 5 : les perspectives d'avenir de commerce informel**

Ces questions d'opinions consistent à déceler les perspectives des commerçants informels dans l'avenir, de savoir si ils veulent intégrer le secteur formel, ou bien ils exerceront toujours leurs activités, cet axe compose de 3 questions.

En effet, notre questionnaire comporte plusieurs types de questions.

- Des questions fermées dichotomiques telle que les questions n°2 et n°6, la réponse est de type binaire, c'est –à-dire deux réponses possibles mutuellement exclusives, une seule alternative est proposée au répondant : oui ou non .l'avantage de ces questions est la

simplicité de traitement du questionnaire et la rapidité de son administration, ce type de question est très utilisé, mais elles présentent le risque de simplifier la réalité et de ne pas étudier du comportement des enquêtes.

- Les questions fermées à choix multiple telle que la question n°12. Les réponses sont établies à l'avance, l'enquêté doit choisir une ou plusieurs réponses. Ce type de question facilite le recueil et le dépouillement de l'information et simplifie le traitement .cependant, l'inconvénient est le faite d'influencer l'enquêté par des réponses proposé qui n'auraient peut-être pas été envisagé par lui-même.
- Nous avons également les questions ouvertes de type texte que celle n° 36, aussi les questions ouvertes de type qualitatif tel que la question n°11 qui laisse l'enquêté répondre comme il le désire. une question ouverte laisse la réponse libre dans sa forme et dans sa longueur. Biens que ces questions permettent de recueillir des informations riche en contenus et spontanés, elles sont cependant, difficile à dépouiller et à analyser.

1.2.3.2.Le déroulement de l'enquête.

Après avoir défini l'échantillon de l'enquête et conçu le questionnaire, notre enquête de terrain a débuté vers la fin du mois avril 2013, au début du mois mais 2013 , nous étions confrontés à plusieurs problèmes, après avoir distribué les questionnaires, nous n'avons pas pu les récupérer parce que les enquêteurs qui à très faible niveau d'instruction ont du mal à remplir correctement le questionnaire. Dès lors notre intervention été indispensable pour éclaircir les questions qui leurs sont assignées. Ainsi, vu l'hétérogénéité des activités informelles, notamment les commerçants qui exercent leurs activités à domicile, notre échantillon se compose en majorité des nombres de la famille, voisins et amis de nos collègues étudiants afin de nous faciliter la tâche, pour mettre les répondants en confiance, les convaincre à répondre sur un sujet tabou.

Néanmoins, plusieurs commerçants ont refusé de nous répondre par méfiance même après leurs avoir garanti l'anonymat. En plus, il s'avère que la plupart des commerçants informels présentent un niveau scolaire faible, donc ils ont du mal à croire que ce questionnaire n'est destiné qu'à la recherche scientifique, ils nous font ressentir la peur vis-à-vis des autorités.

Toutes fois, le nombre de 100 commerçants à enquêter n'a pas été atteint, un nombre important de commerçant n'accepte pas de répondre par méfiance puisque ce sont des activités non déclarés.

1.3. Les méthodes statistiques d'analyse utilisées.

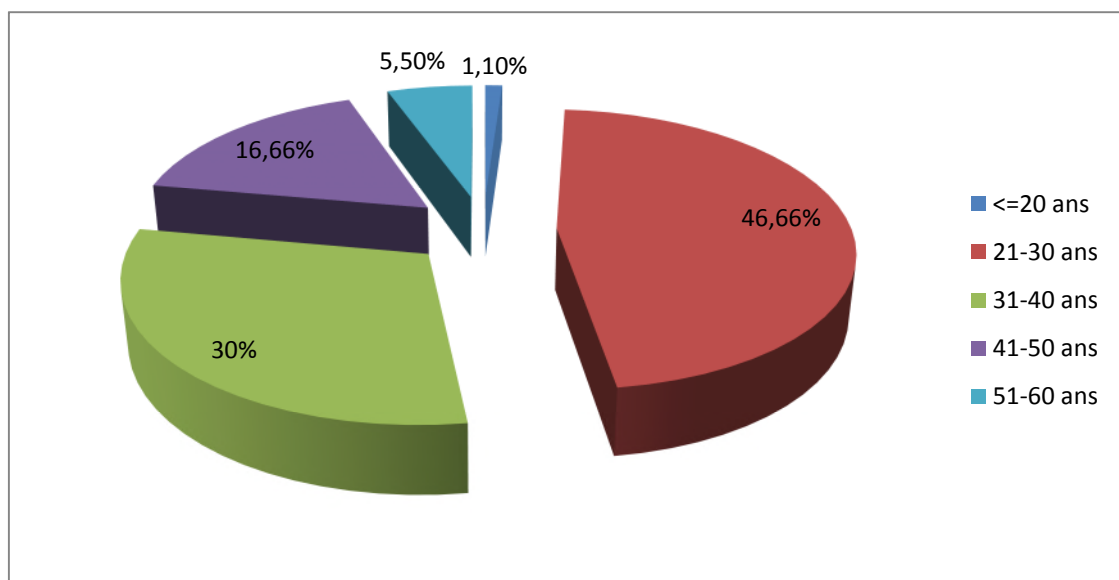
L'analyse les résultats de notre enquête, se fera par une analyse descriptive qui nous permis de faire ressortir un certain nombre de caractéristiques liées au commerçant et de son activité, et une analyse multidimensionnelle croisée par le biais d'une ACP en utilisant le logiciel SPSS.

2. Présentation et interprétation des résultats de l'enquête :

Avant de passer à l'interprétation des résultats de l'enquête par l'analyse multidimensionnelle en vue de vérifier les hypothèses de notre recherche, nous tenterons d'abord de présenter les caractéristiques générales des commerçants informels par une analyse descriptives des réponses des commerçants enquêtés en respectant les axes du questionnaire en utilisant le logiciel SPSS, pour effectuer des tableaux de fréquence (tableaux simples) et quelques tableaux croisé

2.1. Les caractéristiques générales des commerçants informels enquêtés.

Figure n°02 : les tranches d'âge des commerçants informels enquêtés



Source : réalisée par nos soins d'après l'enquête de terrain 2013

La figure n°02, montre que la catégorie d'âge la plus importante et celle de 21-30 ans avec une part de 46,66%, et vient en deuxième lieu les individus âgés de 31-40 ans, avec 30% et cela nous indique que l'acte commerciale dans le secteur informel s'exerce par les jeunes. Peut-être parce que le chômage touche beaucoup plus les jeunes et l'esprit commercial existe généralement chez les jeunes. Ainsi, la catégorie 41-50 représente 16,66%, les catégories 51-60 ans et <=20ans représentent respectivement 5,55% et 1,11% de l'échantillon étudié.

Tableau n°11: répartition des commerçants selon leur sexe

Genre	Fréquence	Part(%)
Masculin	57	51.30
Féminin	33	31.70
Total	90	100

Source : réalisé par nos soins d'après l'enquête de terrain 2013

Le tableau n°11, nous indique que les femmes n'échappent pas à l'initiative commerciale, malgré que les commerçants du sexe masculin aient une grande part (51.30%), la part des femmes qui exercée l'activité commerciale est importante aussi, elle représente (31.70%) de l'échantillon étudié, ceci peut s'expliquer le fait que l'activité informelle est pratiquée en majorité à domicile par des femmes au foyer, et présente également une source de revenu pour les hommes qui l'exerce.

Tableau n°12: répartition des commerçants selon leur situation matrimoniale.

Situation matrimoniale	Fréquence	Part(%)
Célibataire	50	55.55
Marié (e)	40	44,44
total	90	100

Sources : réalisé par nos soins d'après l'enquête de terrain 2013

Le tableau n°12, montres que plus que la moitié des commerçants enquêtes sont célibataires soit 55,55%, 44,44 % sont mariés.

Tableau n°13 : répartition des commerçants selon leur niveau d'instruction

Niveau d'instruction	Fréquence	Part (%)
Aucun	2	2,22%
Primaire	22	24,44%
Moyen	35	38,88%
Secondaire	21	23,33%
Universitaire	10	11,11%
Total	90	100%

Source : réalisé par nos soins d'après l'enquête de terrain 2013

Ce tableau nous indique que la majorité des commerçants informels enquêtés ont un faible niveau d'instruction : 38,88% ont un niveau moyen, 24,44 % ont un niveau primaire, 23,33% ont un niveau secondaire, 2,22 % n'ont aucun niveau. Ce faible niveau ne leur permet pas de trouver un travail stable au niveau du secteur formel donc ils opèrent dans le secteur informel qui ne nécessite pas un niveau d'instruction élevé. Ainsi 11,11% des enquêtés ont un niveau universitaires ce qui s'explique par le chômage.

Tableau n°14 : possession ou non d'un diplôme

Désignation	Fréquence	Part (%)
Sans diplôme	47	52,22%
Avec diplôme	43	47,48%
Total	90	100

Source : établis par nos soins à partir de l'enquête, 2013

Tableau n°15 : Quel type de diplôme possèdent-il ?

Désignation	Fréquence	Part (%)
Diplôme universitaire	21	23,25%
Diplôme professionnel (CFPA)	69	76,74%
Total	90	100

Source : établis par nos soins à partir de l'enquête, 2013

Le tableau n° 15 désigne que de plus de la moitié des commerçants ne possèdent pas un diplôme c'est-à-dire 52,22% et 47,77 % des commerçants détiennent un diplôme. Comme

nous le montre le tableau n°14 parmi ceux qui possèdent un diplôme 76,74% ont un diplôme de formation professionnelle au niveau de CFPA et 23,25% ont un diplôme universitaire.

Tableau n°16 : le niveau d'expérience dans l'activité

Expérience	Fréquence	Part (%)
Moins d'un an	4	4.44
1-3 ans	19	21.11
4-9 ans	35	38.88
10 et plus	32	35.55
total	90	100

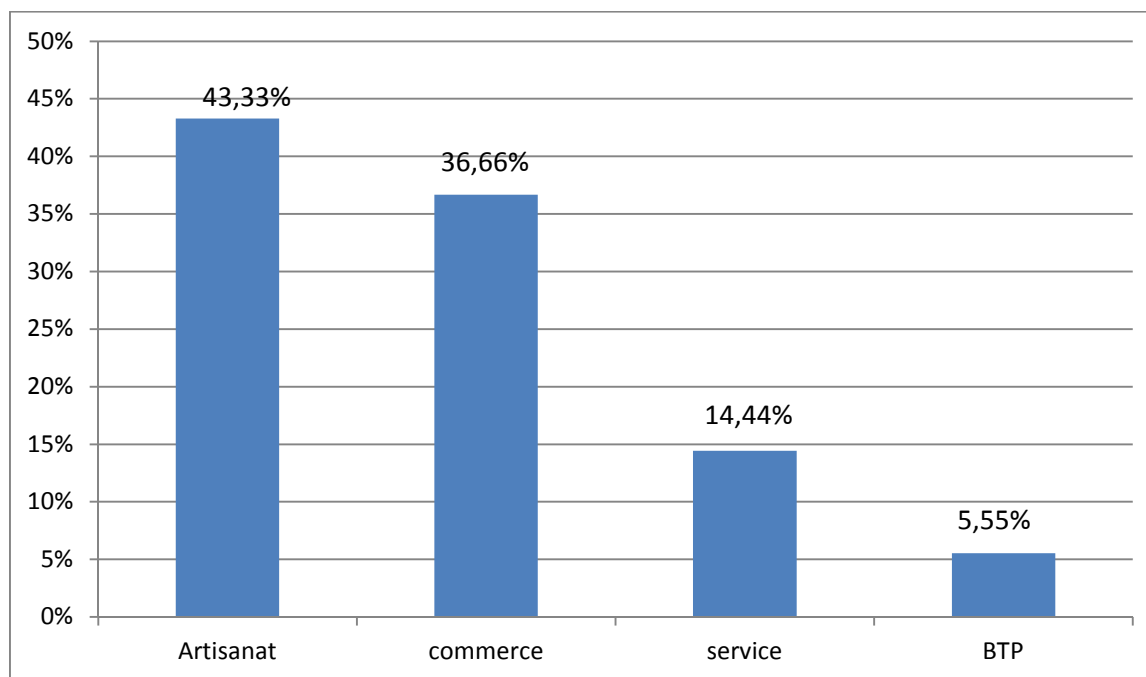
Source : réalisé par nos soins d'après l'enquête de terrain 2013

De la lecture de ce tableau, nous constatons que plus de la moitié des commerçants enquêtés sont expérimentés, 38.88 % ont une expérience supérieure à 3 ans, 35.55% plus de 10 ans, 21.11 % exercent entre 1-3 ans, excepté 4.44 % qui sont des commerçants nouveaux.

2.2.Donné sur l'activité exercée :

En ce qui concerne la répartition des commerçants par secteur d'activité, on retrouve 43,33% des acteurs questionnés se concentrent dans l'artisanat, exercé en grande partie par les femmes, à domicile, ainsi 36,66% dans le commerce pratiqué généralement par les hommes, 14,44% dans les services et 5,55% dans BTP (voir la figure n°3).

Figure n° 3 : la répartition des commerçants informels enquêtés selon le secteur d'activités.



Source : établis par nos soins à partir de l'enquête, 2013.

Tableau n°17: tableau croisé sexe de l'enquête secteur d'activité

Le sexe de l'enquête	Le secteur d'activité								Total	
	Artisanat		BTP		Commerce		Services			
Masculin	5	12.82%	5	100%	31	93.93%	6	46.15%	47	52.22
Féminin	34	87.17%	0	0%	2	6%	7	53.84%	43	47.77
Total	39	100%	5	100%	33	100%	13	100%	90	100

Source : réalisé par nos soins d'après l'enquête de terrain 2013

Le tableau n°17 met en relation le sexe de l'enquêteur ainsi que son secteur d'activité, nous montre que l'artisanat est exercé en grande partie par des femmes (87,17%), par contre le commerce est dominé par les hommes (94%), le secteur des services, nous trouvons à la fois des hommes (dans la coiffure, et la réparation tout genre) et des femmes (femmes prestataires de services tel que la garde d'enfant, la coiffure), quand en ce qui concerne le secteur du bâtiment et travaux public est réservé uniquement aux commerçants du sexe masculin.

Tableau n°18 : répartition des commerçants selon les raisons qui les ont poussés à choisir cette activité informelle

Les raisons	Fréquence	Part (%)
Désir d'indépendance	50	55.55%
Se procurer d'un revenu pour subvenir à vos besoins	57	63.33%
Améliorer le pouvoir d'achat du ménage	32	35.55%
Le chômage	7	7.77%
En vue d'un épanouissement personnel	19	21.11%
Manque de qualification	48	53.33%

Source : réalisé par nos soins d'après l'enquête de terrain 2013

Le tableau n°18 nous dévoile plusieurs raisons qui ont motivés les enquêtés au choix de leur activité sont nombreuses, 63,33% des répondants ont pour souhaitent avoir un revenu pour subvenir à leurs besoins, ainsi 55,55 %des enquêtes travaillent dans l'informel en vue d'être indépendant, en effet ce désir d'indépendance se trouve généralement chez les jeunes célibataires, parce qu'ils préfèrent travailler pour leurs propres compte en dépit des conditions qui génèrent l'instabilité et l'insécurité, c'est-à-dire qu'ils préfèrent l'informalité de leur activité au lieu de travailler dans des bonnes conditions, sous l'ordre d'un employeur (esprit commerciales), ainsi cet esprit commerciale se trouve également chez les femmes commerçantes qui crée leurs entreprises pour être indépendantes et créent leur propre emplois. En outre 53,33 % d'entre eux exercent l'activité informelle par obligation, ils n'ont pas le choix parce qu'ils ne sont pas qualifiés, 35,55 % pour améliorer le pouvoir d'achat du ménage dans le but d'avoir une autonomie financière, se sont notamment les femmes mariées qui travaillent à domicile dont le revenu perçu par leur conjoints est insuffisant, 21,11 %pour tirer du plaisir et 7,77 % affirment que la création d'une micro-entreprise informelle est la seul solution pour sortir de l'impasse causé par le chômage qui touche également les universitaires.

Tableau n°19 : réparation des commerçants selon leurs sources de financement initial

Source de financement	Fréquence	Part (%)
Aide familiale	39	43.33%
Epargne personnelle	38	42.22%
Epargne personnelle et aide familiale	11	12.22%
Emprunt personnelle	2	2.22%
Crédits bancaires	0	0%
Aide de l'Etat	0	0%
Total	90	100%

Source : réalisé par nos soins d'après l'enquête de terrain 2013

Les sources de financement initial des commerçants enquêtés proviennent exclusivement de l'aide familiale (43.33%)et de l'épargne personnelle (autofinancement) 42.22%, parce que le recours aux autres types de financement : crédit bancaire, aide de l'Etat est considéré difficile, exigeant plusieurs conditions réglementaires, bureaucratiques garanties de ce fait ils préfèrent de se financer auprès des voies informelles afin d'éviter toutes les formalités, le paiement d'intérêts et les garanties à donner ...etc.

Tableau n°20 : source d'approvisionnement des commerçants.

Désignation	Fréquence	Part (%)
Fournisseurs formels	47	52.16
Marché noir	9	10
Marché formel et informel au même temps	34	37.66
Total	90	100

Source : établis par nos soins à partir de l'enquête de terrain, 2013

Concernant les sources d'approvisionnement, on constatera d'après ce tableau que la majorité des commerçants enquêtés soit 52.16% s'approvisionnement auprès des fournisseurs formels (grossistes et importateurs), 10% s'approvisionnement sur le marché noir et 37.66% s'approvisionnement à la fois sur le marché formel et informel.

Tableau n°21 : L'appréciation ou non du prix de fourniture ou d'approvisionnement par les commerçants enquêtés.

Désignation	Fréquence	Part (%)
Prix abordable	52	57,74%
Prix élevé	38	36,66%
Prix très élevé	00	00%
Total	90	100

Source : établis par nos soins à partir de l'enquête de terrain, 2013

Selon les résultats du tableau n°21, 57.77% des commerçants informels révèlent que les prix accordés par leurs fournisseurs sont abordables, 36.66 % parmi d'autres disent qu'ils sont élevé, ce qui peut s'expliqué du fait que les prix varient selon la source de financement (formel ou informel) et la saisonnalité, les prix d'une saison à autres change pour certains produits.

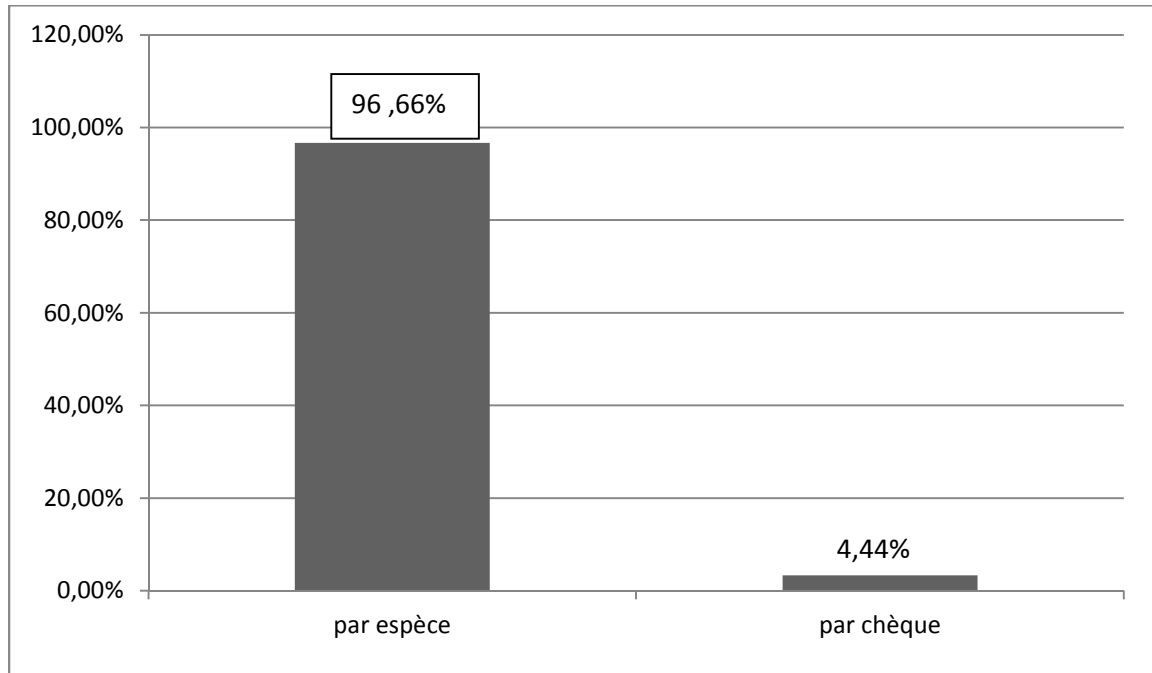
Tableau n°22: type de clientèles

clients	Fréquence	Part (%)
Les commerçants	2	2.22%
Particuliers	77	85.55%
Les commerçants et Particuliers	11	12.22%
Total	90	100%

Source : réalisé par nos soins d'après l'enquête de terrain 2013

Les résultats de notre enquête résumés dans le tableau n°22 indiquent que les principaux clients des commerçants informels enquêtés sont des particuliers (consommateurs finaux) 85.55%, ainsi 12.22% des répondants vendent leurs production à la fois aux particuliers et aux commerçants, 2.22% qui font exclusivement de la sous-traitance, qui sont particulièrement des femmes qui travaillent à domicile, essentiellement dans des activités artisanales telle que la couture, ainsi que la production des produits alimentaires destinés à la vente.

Figure n°04 : le moyen de paiement des transactions.



Source : établis par nos soins à partir de l'enquête de terrain, 2013

Le moyen de paiement des transactions (figure n°04) se fait uniquement en espèces (96,66%), que ce soit ceux qui s'approvisionnement d'une manière formelle ou informelle. Pour l'utilisation du chèque, ce moyen de paiement reste négligeable par rapport au paiement en espèce.

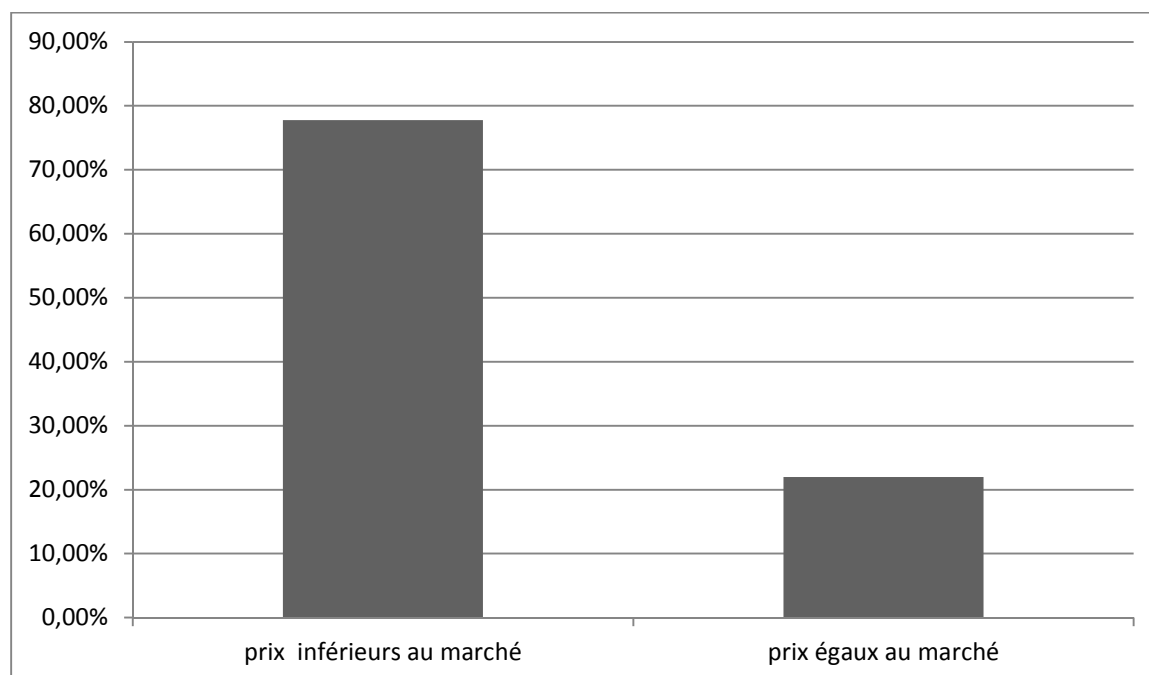
Tableau n°23 : Moyens d'y accéder à la clientèle (avoir des clients)

désignation	Fréquence	Part (%)
Par une simple visite de celui-ci	62	69%
De bouche à oreille	27	31%
Total	90	100

Source : établis par nos soins à partir de l'enquête de terrain, 2013

Quant aux moyens de conquérir la clientèle (tableau n°23), les commerçants qui se situent dans des zones peuplés acquièrent la clientèle facilement grâce à la simple visite de ces derniers, 69% de commerçants enquêtés ont en témoignent, par contre les commerçants qui se trouve dans des locaux à domicile (non visibles) acquièrent la clientèle grâce à des démarches personnelles cela veut dire de bouche à oreille, et à des membres de la famille qui est le cas des femmes (31%).

Figure n°05 : Evaluation des prix de vente des commerçants.



Source : établis par nos soins à partir de l'enquête de terrain, 2013

En évaluant les prix de vente des commerçants enquêtés (figure n°05), nous concluons que la majorité (77,77%) pratique des prix inférieurs au marché, ce qui est évident du fait qu'ils ne payent pas les charges fiscales (les impôts) et les frais d'assurances. Mais 22% appliquent des prix égaux à ceux du marché, à cause (selon les réponses des enquêtés) de la qualité de leurs produits, et leur désir d'avoir un revenu élevé.

Tableau n°24: le nombre d'employés

Nombre d'employés	Fréquence	Part(%)
Aucun	50	55.56%
1 personne	14	15.55%
2-5 personnes	26	28.88%
Plus de 5 personnes	0	0%
Total	90	100%

Source : réalisé par nos soins d'après l'enquête de terrain 2013

L'activité informelle constitue essentiellement des commerçants individuels, qui emploient de l'aide familiale non rémunérée ainsi que des apprentis et des d'employeurs informels, qui emploient des salariés permanents. En effet, selon les résultats de notre

enquête, représentés dans le tableau n°24, nous remarquons que 55,56% de commerçant n'emploient aucun salarié ; ils représentent la catégorie de commerçant indépendants, ils font recours à l'aide familiale non rémunérée ou biens aux apprentis, ce qui concerne généralement les activités artisanales. Et une autre catégorie, celle d'employeurs qui embauche moins de 5 personnes généralement d'une durée effective occasionnelle, donc il s'agit des commerçant employant un effectif de moins de 5 employés.

Tableau n° 25 : la durée du travail des employés

Durée	Fréquence	Part (%)
Continue	15	37,5
Occasionnelle	25	62,5
total	40	100

Source : réalisé par nos soins d'après l'enquête de terrain 2013

- Plus de la moitié des salariés (62,5%) travaillent occasionnellement cela revient à la durée effective de marché (occasionnelle).
- Près de 37,5% travaillent continuellement parce que c'est leur activité principale.

Tableau n°26: les caractéristiques de la main d'œuvre employée.

les caractéristiques de la main d'œuvre	Fréquence	Part (%)
Hautement qualifiée	24	52,17
Semi qualifiée	8	17,39
Non qualifiée	14	30,43
Total	46	100

Source : réalisé par nos soins d'après l'enquête de terrain 2013

La main d'œuvre des marchés locaux enquêtés est majoritairement hautement qualifiée de (52,17%), notamment dans les activités artisanales, telle que la répartition, la couture, la coiffure ...etc. sachant que cette qualification est acquise par l'ancienneté dans l'activité.

Tableau n°27: le statut de l'activité exercée

La nature	Fréquence	Part (%)
Activité principale	74	82,22
Activité secondaire	16	17,77
Totale	90	100

Source : réalisé par nous d'après l'enquête de terrain 2013

D'après les résultats du tableau n°27, on conclut que 82% des commerçants enquêtés affirment que leur activités est principales, mais pour d'autre (17.77%), cette activité informelle est leur activité secondaire, ce sont des salariés du secteur formel et commerçant dans le secteur informel pour compléter leur revenu ou bien pour un épanouissement personnel.

Tableau n°28 : les principales difficultés rencontrées.

Difficultés	Fréquence	Part (%)
Excès de concurrence	32	35,55
Insuffisance de la demande	19	21,11
Difficultés de financement	34	37,77
Approvisionnement en matières premières	15	16,66
Le risque d'être saisi par les autorités	17	18,88
La commercialisation	7	7,77
Aucune difficulté	2	2,22

Source : réalisé par nous d'après l'enquête de terrain 2013

De multiples résultats concernant la question sur les difficultés rencontrées par des commerçants informels lors du déroulement de leur activité sont avancés par ces acteurs de l'échantillon , soit 37,7% ont des difficultés d'ordre financier, sachant que les difficultés financières sont rencontrées même lors de la création de leur marchés, 35,5% rencontrent des problèmes de concurrence concernant les marchés formels et informels et 21,11% indiquent que leur activité est entravée par l'insuffisance de la demande concernant les marchés implantées dans des zones rurales .

Tableau n°29 : mode de financement de ces commerçants en cas de besoin

Le recours	Fréquence	Part (%)
A la famille	68	75,55
A des amis	27	30
Crédits fournisseurs	10	11,11
Emprunt bancaire	00	00

Source : réalisé par nous d'après l'enquête de terrain 2013

Pour financer l'activité courante, les commerçants informels recourent aux sources de financement informelles, 75,5% font appels à des membres de la famille et/ou à des amis 30%, 11,11% se financent grâce au crédit fournisseur et seulement, parce que dans ce cas les prêteurs ne perçoivent pas d'intérêts.

Tableau n°30 : les bénéficiaires d'aide auprès des dispositifs publics

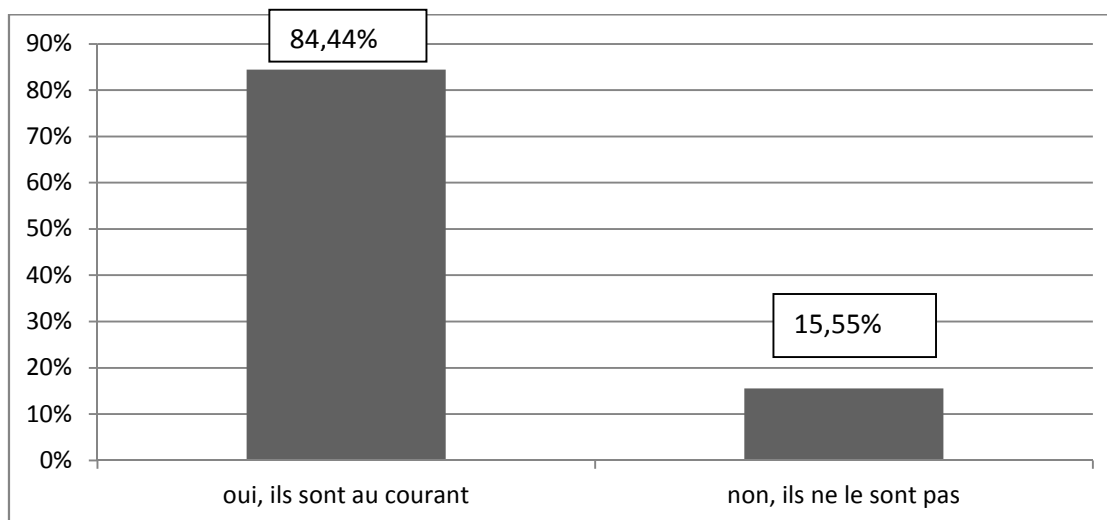
Bénéficiaires	Fréquence	Part %
Oui	0	0
Non	90	90
Total	90	90

Source : réalisé par nos d'après l'enquête de terrain 2013

D'après le tableau n°30, nous constatons que la totalité des commerçants informels enquêtes n'ont jamais bénéficiés d'aide auprès des dispositifs de l'Etat ;

Ainsi selon la figure n°06 ci-dessus , 84,44% des commerçants sont informés de l'existence des dispositifs publics d'aide à la création de marche ainsi que les avantages qu'il accordent, tandis que 15,55% d'entre eux ne sont pas au courant, et cela se justifie par leur faible niveau d'instruction, dont la majorité sont des femmes .

Figure n°06 : les commerçants sont-ils au courant des aides attribuées par l'Etat.



Source : établis par nos soins à partir de l'enquête de terrain, 2013

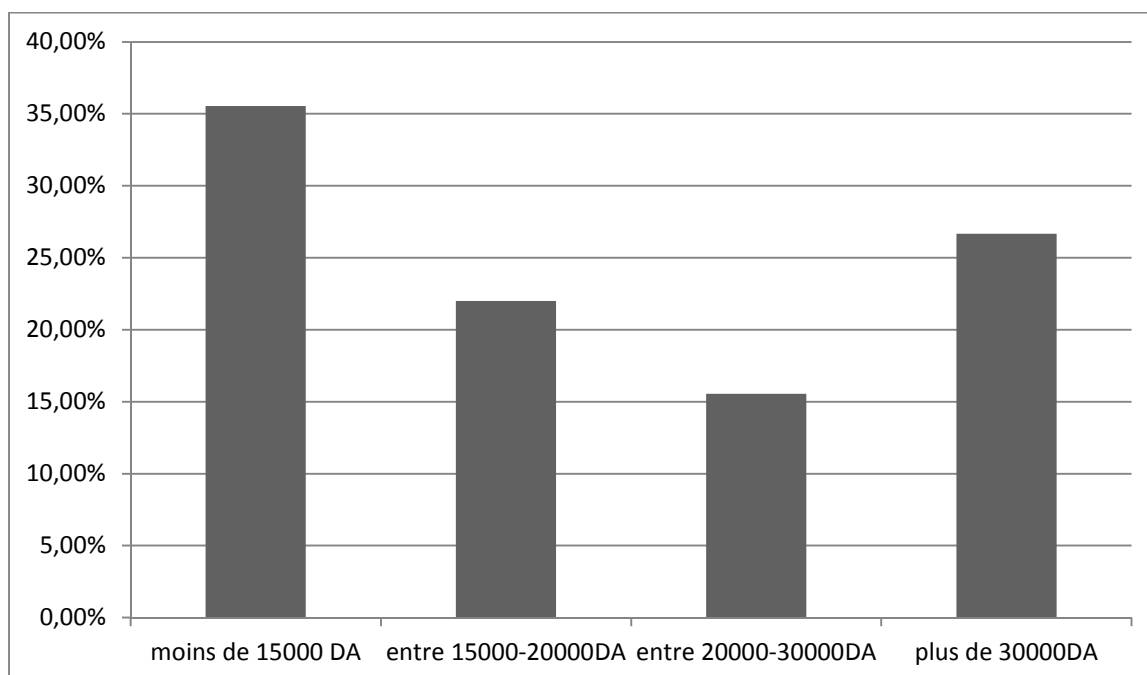
Tableau n°31: les raisons de non obtention d'aide auprès de ces dispositifs

Les raisons	Fréquence	Part %
La lourdeur bureaucratique	29	32,22
Le risque de non remboursement	4	4,44
Manque d'informations	14	15,55
Manque de qualification	48	53,33

Source : réalisé par nous d'après l'enquête de terrain 2013

D'après les réponses avancées par les enquêtés (tableau n°31), y on a ceux qui n'ont jamais procédé à l'obtention d'aide auprès des dispositifs publiques tel que l'ANSEG, la CNAC ... etc. 53,33% d'entre eux à cause de leur non qualification, 32,22% parmi d'autre à cause de la lourdeur bureaucratique, ainsi 15,55% des commerçants ne sont pas informés de l'existence de ces dispositifs, qui sont en général des femmes qui travaillent à domicile et qui ont un niveau d'instruction très bas, soit 4,44% pour ne pas prendre le risque de non remboursement. Ajoutant à cela, certains réclament la corruption qui caractérise ces dispositifs publics. et ceux qui ont déjà opté pour ces démarches mais ils n'ont pas eu de réponse à leur demande.

Figure n°07 : répartition des commerçants enquêtés selon leur chiffre d'affaire mensuel.



Source : établis par nos soins à partir de l'enquête, 2013.

A partir de cette figure, nous constatons que 35.55% des acteurs en question perçoivent un chiffre d'affaire inférieur à 15000DA, il s'agit là des commerçants qui travaillent à domicile tel que les couturières et les tisseuses. Puis on retrouve 26.66% d'autre d'où leur chiffre d'affaire est supérieur à 30000DA. 22% ont un chiffre d'affaire qui ne dépasse pas les 20000 de Dinars algérien et les 15,56 restant leur chiffre d'affaire est compris entre 21000 da et 30000da. A noter qu'il s'avère difficile de déterminer le chiffre d'affaire exact d'un chiffre d'affaire lorsqu'il s'agit d'un commerce informel.

Tableau n°32 : le réinvestissement.

Types de réponses	Fréquence	Part %
Oui	20	22,22
Non	70	77,78
Total	90	1000

Source : établis par nos soins à partir de l'enquête, 2013.

Ce tableau fait apparaître que la majeure partie des commerçants enquêtés (77,78%), ne font pas de réinvestissement, puisque l'activité informelle leurs permet juste de se procurer d'un revenu pour survivre, les femmes qui exercent un commerce à domicile se

retrouvent dans l'obligation de travailler pour compléter le revenu du ménage, et en vue d'un épanouissement personnel, par contre 22,22% font du réinvestissement en achetant de nouveaux produits pour l'expansion de leur activités, en effet cet esprit se trouve généralement chez les commerçants et quelques femmes (les coiffeuses) achètent de nouveaux produits, mais cet réinvestissement reste très limité. Afin d'effectuer de gros réinvestissement, les commerçants doivent avoir un revenu très élevé qui n'est pas le cas dans le secteur informel.

Quelque commerçant affirment qu'ils envisagent le réinvestissement pour percevoir un revenu élevé et créer de l'emploi dans l'avenir après avoir épargner le fond nécessaire à cet effet, le tableau suivant nous montre la relation entre le réinvestissement et le chiffre d'affaire.

Tableau n°33: le chiffre d'affaire (CA) le réinvestissement.

CA	Le réinvestissement				Total
	oui		non		
< à 15000DA	00	00	32	45.71%	32
15000 à 30000DA	00	00	34	48.57%	34
Plus de 30000DA	20	100%	4	5.71%	24
Total	20	100%	70	100%	90

Source : réalisé par nos soins à partir de l'enquête de terrain, 2013.

La lecture de ce tableau nous permet de démontrer la relation entre le réinvestissement et le chiffre d'affaire, les commerçants dont leur chiffre d'affaire n'excède pas 30000 DA, ne réinvestissent pas, puisque ce faible chiffre d'affaire ne leurs permettent pas de réinvestir. Peu de commerçants 22% témoignent leur logique d'accumulation, sont ceux qui ont un chiffre d'affaire assez élevé.

2.3. Le lieu d'activité :

Tableau n°34 : le lieu d'activité des commerçants enquêtés.

Le lieu	Fréquence	Part (%)
Dans le local professionnel	23	25.55
Ambulant	10	11.11
Dans la rue	8	8.88
Au niveau du marché	3	3.33
A domicile	42	46.66
Sur le chantier	4	4.44
Total	90	100

Source : réalisé par nos soins à partir de l'enquête de terrain, 2013.

Les activités informelles s'exercent sur des lieux spécifiques, selon les résultats de notre enquête présentés dans le tableau n°34. L'activité informelle est exercée en grande partie à domicile, soit 46.66% des commerçants enquêtés sont particulièrement des femmes, 25.5% entre autres dans un local professionnel, 11% sont ambulants, plus de 8% dans la rue, 4% sur le chantier et 3.33% au niveau du marché, les raisons de choix et de cet emplacement sont expliqués dans le tableau suivant :

Tableau n°35 : le choix de l'emplacement de l'activité.

Les critères	fréquence	Part (%)
La disponibilité de la clientèle	40	44.44
La disponibilité à domicile	21	32.22
L'invisibilité aux autorités	7	7.77
La disponibilité du local	18	20
Eviter les frais de loyer	10	11.11
Selon le prix du local	4	4.44

Source : établi par nos soins à partir de l'enquête, 2013.

Ce tableau fait apparaître que plusieurs critères sont retenus pour le choix de l'emplacement de l'activité, 44.44% selon la disponibilité de la clientèle qui est le cas des commerçants exerçant leurs activités dans le local professionnel, ambulant, ou dans la rue, 7.77% pour être invisibles aux yeux des autorités, 20% selon la disponibilité du local, 4.44%

selon le prix du local, 11.11% pour éviter les frais du loyer et d'autres charges, en effet les femmes exerçant du commerce sont contraintes à travailler à domicile pour plusieurs raisons familiales, par exemple certaines femmes n'ont pas en l'autorisation par leur conjoint d'exercer leurs activités en dehors du domicile.

Tableau n ° 36: travailler en association.

Désignation	fréquence	Part (%)
OUI	4	4.44%
NON	85	94.44%
Total	90	100

Source : établis par nos soins à partir de l'enquête, 2013.

Ce tableau nous indique que 94.44% des acteurs enquêtés travaillent individuellement, les 4.44% restant travaillent en association avec leurs proches (la famille).

Tableau n°37 : Les raisons de non déclarations de vos employés.

Les raisons	fréquence	Part (%)
Employés occasionnels	11	23.91
Fuir aux charges sociales	32	69.65
Aide familiale	3	6.52

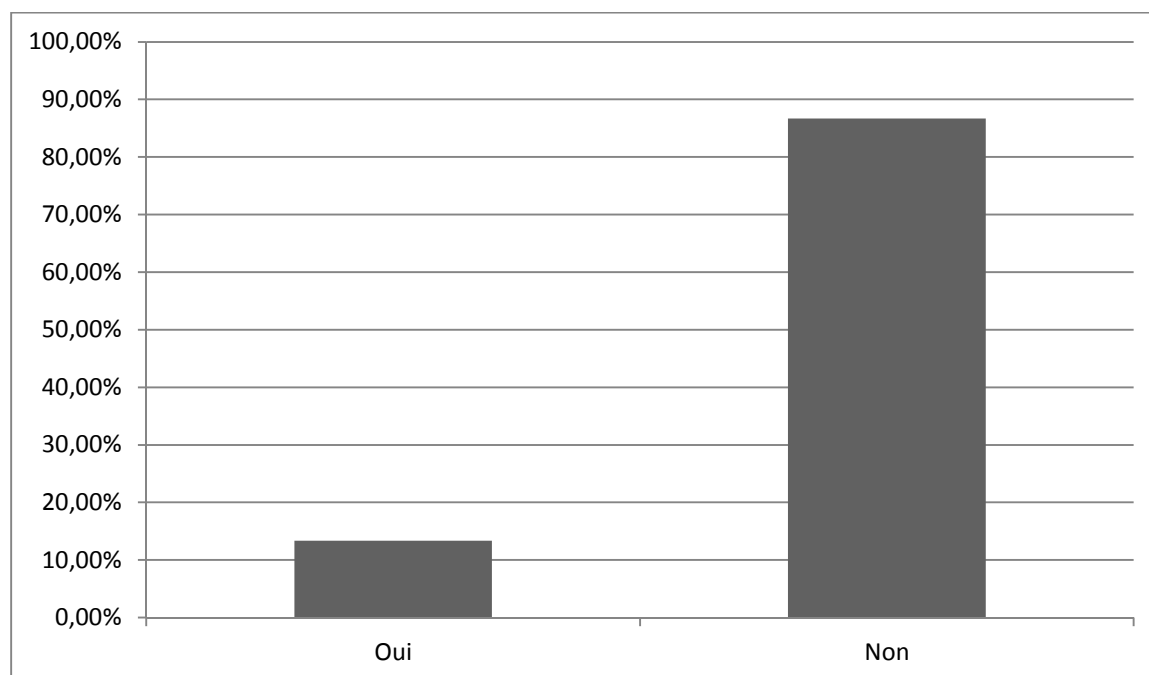
Source : établis par nos soins à partir de l'enquête de terrain, 2013.

Le tableau n°37 nous montre que les commerçants ne déclarent pas leurs salariés, soit 69.65% d'acteurs de l'échantillon veulent s'échapper aux charges sociales ou bien parce que les employés sont occasionnels ne travaillant pas de façon permanente. 6.52% représente l'aide familiale non rémunérée, et qui ne sont pas considérés comme étant des employés.

2.4. La situation des commerçants enquêtés vis-à-vis de la réglementation.

Les résultats de la figure n°08 montrent que quelques commerçants possèdent un registre de commerce voir 13.33% de notre échantillon, tandis que plus de la majorité soit 86.67% ne le possède pas, ce qui veut dire qu'ils ne sont pas enregistrés administrativement. Ces commerçants ne sont pas affiliés à la CASNOS, à cause du niveau élevé des cotisations sociales et la complication des formalités, et ne paient pas d'impôts et au final ne tiennent pas de comptabilité.

Figure n°08 : les commerçants sont-ils enregistrés administrativement ?



Source : établis par nos soins à partir de l'enquête de terrain, 2013

On retrouve les raisons avancés par ces commerçants par rapport à leur non déclaration de l'activité commerciale dans le tableau ci-dessus.

Tableau n°38 : les motifs de non déclaration de l'activité commerciale.

Les causes	Fréquence	Part (%)
La complexité des procédures réglementaires et administratives	59	65.55
Contraintes financières	11	12.22
Charges (sociales et fiscales) élevés	60	66.66
Activité temporaire	1	1.11

Source : réalisé par nos soins d'après l'enquête de terrain, 2013.

Selon le tableau n°38, la fuite aux charges fiscales est sociales semble l'une des raisons qui pousse 67% des acteurs questionnés à ne pas déclarer leurs activités commerciales. D'autres motifs se poursuivent à titre d'exemple la complexité des procédures réglementaires et administratives et le fait qu'il y ait des contraintes financières.

2.5. Les perspectives d'avenir du marché informel.

Tableau n°39 : leurs désirs à l'avenir.

Réponses	Fréquence	Part (%)
Intégrer le secteur formel	32	35.56
Exercer toujours cette activité informelle	58	64.44
Total	90	100

Source : établis par nos soins à partir de l'enquête, 2013.

Les constats qui ressortent des réponses fournis lors de notre enquête, 64.44% des commerçants informels souhaitent exercer la même activité, pour des raisons personnelles car la plupart des acteurs questionnés sont de jeunes célibataire ou de femmes qui travaillent chez soi afin d'échapper à toute charges élevées imposés par la loi. Tandis que 35.56% veulent bien intégrer le secteur formel car ils jugent que l'activité informelle reste instable, de durée limitée et ne leur dispose aucune sorte de sécurité. En effet, cet esprit est retrouvé chez des hommes ayant une responsabilité désirant avoir un revenu stable et une assurance à l'avenir. Parmi ces 35.56%, 46.88% veulent bénéficier d'une aide auprès de l'Etat pour leur propre compte. Cet esprit apparait chez les jeunes célibataires qui désirent posséder leur propre activité commerciale.

Tableau n°40: les dispositions favorables attendues.

Les dispositions attendues	Fréquence	Part (%)
Simplification des procédures administratives et réglementaires	55	61.11
L'allègement du taux d'imposition et de charges sociales	65	72.22
Réduire le délai pour l'octroi d'aide auprès des dispositifs publics	20	22.22

Source : établis par nos soins à partir de l'enquête, 2013.

Ce tableau nous indique qu'afin de lutter contre le commerce informel, 61.11% des acteurs questionnés optent pour que l'Etat arrive à simplifier les procédures administratives et réglementaires car cela constitue un frein au commerce informel. D'autres acteurs, soit 72.22% souhaitent l'allègement du taux d'imposition et des charges sociales qui sont élevés et décourage l'intégration du commerce formel, les 22.22% restant réclament la réduction du délai pour l'octroi d'aide auprès des dispositifs publics.

Synthèse des résultats de l'enquête

L'analyse faite précédemment nous a permis à la fois d'avoir une vision globale des caractéristiques générales des commerçants informels enquêtés, leurs données sur l'activité exercée, le lieu où ils exercent l'activité, ainsi que leurs situations vis-à-vis de la réglementation et leur vision concernant l'avenir du marché informel.

1- Donnée sur l'activité exercée :

En ce qui concerne la répartition des commerçants par secteur d'activité, une grande partie des acteurs questionnés se concentrent dans l'artisanat, exercé en grande partie par les femmes, à domicile.

Les raisons qui poussent les enquêtés à exercer cette activité sont nombreuses, à titre d'exemple, avoir un revenu pour subvenir à leurs besoins, ou par ailleurs d'être indépendant, en effet ce désir d'indépendance se trouve généralement chez les jeunes célibataires, parce qu'ils préfèrent travailler pour leurs propres compte en dépit des conditions qui génèrent l'instabilité et l'insécurité, c'est-à-dire qu'ils préfèrent l'informalité de leur activité au lieu de travailler dans des bonnes conditions, sous l'ordre d'un employeur (esprit commerciales), ainsi cet esprit commerciale se trouve également chez les femmes commerçantes qui créent leurs entreprises pour être indépendantes et créent leurs propres emplois.

En ce qui concerne les sources d'approvisionnement, on constatera d'après ce tableau que la majorité des commerçants enquêtés s'approvisionnement auprès des fournisseurs formels (grossistes et importateurs) ou ils font recours à la fois sur le marché formel et informel. Et que le moyen de paiement des transactions se fait uniquement en espèces (que ce soit ceux qui s'approvisionnement d'une manière formelle ou informelle). Pour l'utilisation du chèque, ce moyen de paiement reste négligeable.

Quant aux moyens de conquérir la clientèle, les commerçants qui se situent dans des zones peuplées acquièrent la clientèle facilement grâce à la simple visite de ces derniers, par contre les commerçants qui se trouvent dans des locaux à domicile acquièrent la clientèle grâce à des démarches personnelles cela veut dire de bouche à oreille, et à des membres de la famille qui est le cas des femmes. En évaluant les prix de vente des commerçants enquêtés, on retrouve que la majorité pratique des prix inférieurs au marché, ce qui est évident du fait qu'ils ne payent pas les charges fiscales (les impôts) et les frais d'assurances.

L'activité informelle constitue essentiellement des commerçants individuels, qui emploient de l'aide familiale non rémunérée ainsi que des apprentis et des d'employeurs informels, qui emploient des salariés permanents. En effet, selon les résultats de notre enquête, nous remarquons que le commerçant n'emploie aucun salarié ; ils représentent la catégorie de commerçant indépendants, ils font recours à l'aide familiale non rémunérée ou bien aux apprentis, ce qui concerne généralement les activités artisanales. Et une autre catégorie, celle d'employeurs qui embauche moins de 5 personnes généralement d'une durée effective occasionnelle, donc il s'agit des commerçant employant un effectif de moins de 5 employés. Et que la plupart des employés travaillent occasionnellement.

Concernant les difficultés rencontrées par les commerçants informels lors du déroulement de leur activité, on retrouve quelques problèmes d'ordre financier, sachant que les difficultés financières sont rencontrées même lors de la création de leur marchés, des problèmes de concurrence concernant les marchés formels et informels et problèmes l'insuffisance de la demande concernant les marchés implantées dans des zones rurales.

Pour financer leur activité courante, les commerçants informels recourent aux sources de financement informelles et font appels à des membres de la famille et/ou à des amis.

Nous ajoutons aux remarques que la totalité des commerçants informels enquêtés n'ont jamais bénéficiés d'aide auprès des dispositifs de l'Etat même s'ils sont informés de l'existence des dispositifs publics d'aide à la création de marché ainsi que les avantages qu'il accordent pour des raisons de leur non qualification, la lourdeur bureaucratique, leur non information et non connaissance de l'existence de ses procédures, pour ne pas prendre le risque de non remboursement. Ajoutant à cela, certains réclament la corruption qui caractérise ces dispositifs publics et ceux qui ont déjà opté pour ces démarches mais ils n'ont pas eu de réponse à leur demande.

La majeure partie des commerçants enquêtés ne font pas de réinvestissement, puisque l'activité informelle leur permet juste de se procurer d'un revenu pour survivre, les femmes qui exercent un commerce à domicile se retrouvent dans l'obligation de travailler pour compléter le revenu du ménage, et en vue d'un épanouissement personnel, et d'autres font du réinvestissement en achetant de nouveaux produits pour l'expansion de leur activités, en effet cet esprit se trouve généralement chez les commerçants et quelques femmes (les coiffeuses) achètent de nouveaux produits, mais cet réinvestissement reste très limité. Afin d'effectuer de

gros réinvestissement, les commerçants doivent avoir un revenu très élevé qui n'est pas le cas dans le secteur informel. Reste à dire que quelque commerçant envisagent un réinvestissement pour percevoir un revenu élevé et créer de l'emploi dans l'avenir après avoir épargner le fond nécessaire

2- le lieu d'activité :

L'activité informelle s'exerce en grande partie à domicile en particulier les femmes, entre autres dans un local professionnel, ou il s'agit de commerçants ambulants, ou dans la rue et au niveau du marché.

Le choix de l'emplacement de l'activité revient en grande partie à la disponibilité de la clientèle qui est le cas des commerçants exerçant leurs activités dans le local professionnel, ambulant, ou dans la rue, ou plutôt pour être invisibles aux yeux des autorités, ou bien selon la disponibilité du local ou pour éviter les frais du loyer et d'autres charges, on voit que chez les femmes qui exercent du commerce sont contraintes à travailler à domicile pour plusieurs raisons familiales.

On déduit alors que les commerçants ne déclarent pas leurs salariés afin d'échapper aux charges sociales ou bien parce que les employés sont occasionnels et ne travaillant pas de façon permanente.

3- La situation des commerçants enquêtés vis-à-vis de la réglementation.

D'après l'analyse des données, nous constatons que sauf quelques commerçants possèdent un registre de commerce tandis que plus de la majorité ne le possède pas, ce qui veut dire qu'ils ne sont pas enregistrés administrativement. Pour les raisons suivantes, la fuite aux charges fiscales et sociales. La complexité des procédures réglementaires et administratives et le fait qu'il y ait des contraintes financières.

4- Les perspectives d'avenir du marché informel.

Les commerçants informels souhaitent exercer la même activité, pour des raisons personnelles car la plupart des acteurs questionnés sont de jeunes célibataire ou de femmes qui travaillent chez soi afin d'échapper à toute charges élevées imposés par la loi. Et y on a d'autres qui veulent bien intégrer le secteur formel car ils jugent que l'activité informelle reste instable, de durée limitée et ne leur dispose aucune sorte de sécurité. Et quelque uns veulent

bénéficier d'une aide auprès de l'Etat pour leur propre compte (cet esprit apparait chez les jeunes célibataires qui désirent posséder leur propre activité commerciale).

Afin de lutter contre le commerce informel, les acteurs questionnés optent pour que l'Etat arrive à simplifier les procédures administratives et réglementaires car cela constitue un frein au commerce informel. D'autres acteurs souhaitent l'allégement du taux d'imposition et des charges sociales qui sont élevés et décourage l'intégration du commerce formel et la réduction du délai pour l'octroi d'aide auprès des dispositifs publics.

Conclusion

A travers ce dernier chapitre, Nous avons présenté notre méthodologie d'approche du terrain. Celle-ci s'avère être une étape importante, puisque, c'est de la pertinence de son déroulement dont dépendent les résultats que nous avons présentés. Puis, nous avons procédé aux traitements et à l'analyse des informations collectées afin d'en extraire les éléments de réponse à nos questions posés au départ. Enfin, nous avons synthétisé ces réponses obtenues.

Ainsi, l'analyse des données de l'enquête de terrain nous a permis de déterminer en premier lieu les principales caractéristiques des commerçants du secteur informel qui sont soit des jeunes célibataires ou des femmes au foyer qui souhaitent aider leurs maris. Ensuite d'avoir un aperçu sur l'activité exercée, une grande partie est consacrée à l'artisanat. Le lieu où s'exercent le commerce informel soit à domicile soit dans des rues ou des marchés. On conclut alors que les commerçants ne sont pas affiliés et nos possèdent en aucun cas d'un registre de commerce et ce là pour des raisons diverses. Enfin ces acteurs questionnés souhaitent bien intégrer le monde formel si l'Etat prend en charge leurs désirs si non ils se voient bien dans le secteur informel.

Conclusion générale

Le commerce est un concept à plusieurs formes, dont nous avons centré notre intérêt au commerce informel, qui se distingue de son opposant le commerce formel en plusieurs caractéristiques discriminants, ainsi en Algérie, les travaux concernant le commerce informel sont quasiment rares, pour cela nous avons voulu concevoir la réalité de ce phénomène. En effet, nous avons établi au départ un cadre théorique et conceptuel des deux concept- clé de problématiques, à savoir le secteur informel et le commerce, nous avons essayé au préalable d'exposer les différentes conceptions liées au secteur informel et au commerce puisque ce dernier informel est composé de toutes les activités commerciales développées dans ce secteur.

Le commerce informel est celui qui exerce une activité échappant à toute formes d'enregistrement qu'il soit d'ordre fiscal, administratif, statistiques ou relatif à la protection sociale, dont la majorité de ces activités sont exercés majoritairement par des commerçants indépendants –employant de l'aide familiale ou biens des employés occasionnels. En effet, notre travail de recherche a pour objectif de déterminer le profit d'un commerçant informel dans la wilaya de Bejaia, tout en montrant leurs motivations et caractéristiques.

Le commerce informel est un sujet qui fait l'outil d'une grande importance et répond à une problématique de grande actualité en Algérie. Il joue un rôle socio- économique intéressant, il est considéré comme une source importante d'emplois, un élément essentiel de la diminution du chômage. D'où, le commerce informel constitue l'une des pratiques les plus notées dans notre pays.

Dans ce cas, notre travail a pour but de participer à une excellente compréhension du commerce informel et de déterminer l'orientation des commerçants informels à suivre se mode de commerce dans la wilaya de Bejaia.

Dans notre travail, on a présente la méthodologie d'enquête de terrain que nous avons suivie sur la wilaya de Bejaia en prenant 10 communes ,l'échantillon pris en compte s'est faite de cette manière, au départ pour chaque commune ont a attribué 10 questionnaires au niveau des marchés, dans les rues et par l'aide des amies ce qui fait 100 questionnaires distribués au total.

Nous avons procédé à une méthode d'analyse, nous avons fait ressortir un ensemble de caractéristiques relevant du commerçant informel à travers notre enquête terrain réalisé

dans la wilaya de Bejaia. Pour arriver enfin à définir et déterminer une typologie des commerçants existants au niveau de ce territoire.

Il ressort de notre étude que, la plus part des commerçants enquêtés ont un âge entre 21 et 30 ans, et 50% sont célibataire. La majorité d'entre eux ont un niveau d'instruction moyen, ainsi 36% ont suivi une formation professionnelle dans leur domaine d'activité, essentiellement dans les activités artisanales.

Plus de la moitié des commerçants informels enquêtés (55%), sont des indépendants travaillant pour leur propre compte, qui emploient de l'aide familiale non rémunérée ; ou biens des salariés occasionnels, ainsi d'autres commerçants sont des employeurs dont leur effectif ne dépassent pas cinq salariés. En outre, les activités exercées sont essentiellement les activités artisanales exercées en grande partie par des femmes, et les activités commerciales exercées par les hommes.

Ces commerçants sont motivés, principalement, dans leurs actes commerciaux par la recherche de revenu pour subvenir à leur besoins (63%) et améliorer le pouvoir d'achat du ménage puisque cette activité informelle s'impose comme unique solution pour sortir de l'impasse causé par le chômage et la pauvreté, ainsi le manque de qualification, (55%) ainsi pour être indépendants, cela veut dire que ces commerçants développent un esprit commerciale, en assumant tous les risques liés à l'activité informelle qui génère de l'instabilité et de l'insécurité.

Concernant le mode de financement, les commerçants enquêtés font recours aux vois informelles l'épargne personnelle et l'aide familiale, mais pour l'approvisionnement, la majorité s'approvisionnent auprès des fournisseurs formels (grossistes), leurs clients sont essentiellement des particuliers (consommateurs finaux), mais il existe certains commerçants qui font de la sous- traitance typiquement aux entreprises commerciales, tel que la couture, la préparation des produits alimentaires , ce sont des femmes commerçantes.

Concernant le statut, (82%) des commerçants révèlent que c'est leur activité principale, par contre (17%) entre autres, constitue leur activité secondaires, c'est le cas de ceux qui ont un emploi dans le secteur formel et exercent cette activité informelle pour tirer du plaisir.

La plupart des commerçants enquêtés perçoivent un revenu très faible, inférieur au SMIG, et n'effectuant aucun réinvestissement, ils sont peu ceux qui font du réinvestissement, et qui est limité seulement à l'intégration des nouveaux produits à leurs marches locaux , en outre, les motifs devant la non déclaration de leur activité est de fuir aux charge fiscales et

sociales élevées et la complexité des procédures réglementaires et administratives, ainsi, parmi les changements que les commerçants désirent voir s'accomplir, sont l'allégement des charges fiscales et sociales, la simplification des procédures administratives et réglementaires, De ce fait, la typologie de commerçants que nous avons eu déterminer à travers notre enquête de terrain, l'analyse et l'interprétation des résultats que nous avons obtenus s'exprime de la manière suivante :

Profil 1 : se sont des commerçants jeunes, célibataires, exerçant dans le service (tel que les activités de réparations et la coiffure), ayant une expérience qui ne dépasse pas trois ans, au niveau d'un local et employant plus de deux employés, ayant un niveau de formation professionnelle, leur source de financement l'épargne personnelle et l'aide familiale, leurs chiffre d'affaire est élevé, ils réinvestissent une partie de leur revenus, mais ça reste limité, ils ne font pas du gros réinvestissement.

Profil 2 : ce groupe de commerçants est de sexe masculin, mariés et vieux, et sans niveau d'instruction, employant un seul salarié, et créant leur activité de plus de trois ans dans le secteur du commerce, ainsi leur chiffre d'affaire est faible, le lieu de leur activité (au niveau du marché ou dans la rue) parce que ce sont des endroits peuplés.

Profil 3 : désignant les femmes qui exercent une activité commerciale, qui travaillent à domicile essentiellement dans l'industrie artisanale, leur clientèle principale sont les particuliers, cependant y'a certaines qui font de la sous-traitance aux entreprises (les couturières, préparations des produits alimentaires),

Profil 4 : c'est le cas des commerçants indépendants, n'employant aucun salarié, ils font recours à l'aide familiale, ils sont célibataires et ils ont un niveau d'instruction moyen ou secondaire.

En général, d'après notre étude de terrain, nous sommes arrivés à confirmer la première hypothèse qui stipule que, les charges fiscales et sociales constituent un facteur poussant les individus à s'exercer dans l'informel, ainsi que la troisième, liée aux sources de financement, du fait que les commerçants informels se financent grâce à l'épargne personnelle ainsi que l'aide familiale.

Concernant la deuxième hypothèse, qui précise que les commerçants informels n'ont pas un esprit commercial, notre résultat de l'enquête, démontre le contraire, plus de la moitié des commerçants enquêtés dévoilent que la raison de leur initiative commerciale résulte de leur désir d'indépendance, en effet, ils choisissent le travail à leur propre compte, en prenant tous les risques liés à l'insécurité et l'instabilité de l'activité commerciale, malgré la faiblesse des logiques commerciales d'accumulation.

Finally, in spite of our recognition that this work suffers from the same insufficiencies, which is in fact proper to all research work, we estimate that even though we have tried to apprehend the phenomenon of informal commerce in the region of Bejaia and we hope that this will open up other research paths in the future, since our work is presented within limits, as our survey is limited from a spatial point of view to a single region (wilaya de Bejaia) which does not allow us to exploit it at the national level.

Bibliographie.

Ouvrages.

- Aktouf O ; 1987, «méthodologie des sciences sociales et approches qualitatives des organisations : une introduction à la démarche classique et une critique », Ed. Les presses de l'Université du Québec, Montréal, P190.
- Bodson P et Roy PM., 2003, « Survivre dans les pays en développement : Approches du secteur informel », L'Harmattan, Paris, P289.
- Henni A., 1991, « Essai sur l'économie parallèle : cas de l'Algérie », ENAG, Alger.
- Marchesnay M., 2004, « Management stratégique », Edition de l'AGREG, France, P120 disponible en PDF sur le site : <http://www.Editions-adreg.net>.
- Schumpeter J., 1911, « Théorie de l'évolution économique », P106, disponible sur : <http://pages.infinif.net/sociojm2002>.

Articles et communications.

- Adair P et Bellache Y., 2008, « Emploi informel et secteur privé en Algérie : contraintes et gouvernance de Tlemcen.
- AFRISTAT., 1997, Actes du séminaire sur le secteur informel et la politique économique en Afrique subsaharienne, 10 au 14 Mars 1997, Bamako, P211. Disponible sur : <http://www.afristat.org> .
- Bain O., 2001, « Afrique, histoire, économie, politique, économie informelle et tontines « », disponible sur :<http://www.afriquepluriel.ruwenzori.net> .
- Bellache. Y, et Adair P ., 2009, Le secteur informel en Algérie : approches, ampleur et mobilité de la main d'œuvre, disponible sur :<http://www.gdri.dreem.free.fr>.
- Bellache. Y ., 2012, Algérie : - «Le décrochage scolaire contribue à alimenter l'informel », disponible sur :<http://www.allAfrica.com>.
- Ben Salem M et Bensidoun I., 2011 « Emplois informels hétérogènes et segmentation du marché du travail turc », n° 151, disponible sur <http://www.cee-recherche.fr>.
- BIT., 2002, Travail décent et économie informelle, Conférence Internationale du travail, 90 session, Bureau International du Travail, Genève, disponible sur : <http://www.ilo.org>.

- Blades D et Roberts D., OCDE, 2003 « mesurer l'économie non observée » cahiers statistiques, N°5, disponible sur : <http://www.oecd.org>.
- Charmes.J. –Les origines du concept de secteur informel et la récente définition de l'emploi informel. Paris, P33, disponible sur <http://www.Info.worldbank.org> .
- Charmes. J. , 1991- Approches comptables, statistiques et économiques du secteur informel, Paris, ppl-53.
- Charmes.J., 2002, l'emploi informel : méthodes et mesures, les cahiers du Gratice, n°22, pp9-35.
- Charmes.J. 2004, Secteur informel, emploi informel, économie non observée : méthodes de mesur et d'estimation appliquées aux économies en transition. L'exemple de la Moldavie disponible : <http://www.roses.univ-paris1.fr>.
- Hammouda.N et lassassi M., 2008 « la main d'œuvre familiale quelle utilisation en Algérie ? ».
- Hammouda . N., 2010, « Quotidien National D'information », disponible sur : <http://www.letempsdz.com>.
- Hussmanns R., 1997, Secteur informel : historique, définition et importance, Actes du Séminaire sur le secteur informel et la politique économique en Afrique subsaharienne, Bamako, pp9-46.
- Kanté S., 2002, Le secteur informel en Afrique subsaharienne francophone Genève, Bureau international du travail.
- Kouadio H « caractérisation du secteur informel à partir des enquêtes 123 des études Ecoloc : le cas de Koudougou.
- Mouhamadou WAGUE, programme des nations Unies pour le développement (PNUD) « mécanismes juridiques en vue d'habiliter les entreprises informelles », 2007, disponible sur : <http://www.web.undp.org>.
- Musitu. W Lufungula., 2006, « la femme congolaise : pilier de l'économie informelle en milieu urbain ». Berlin, Université Humboldt, disponible sur <http://www.upac.ca/jmt-sociologue> .
- Sérurier M., 2004, « La mesure de l'économie informelle et sa contribution aux comptes des ménages », p49, disponible sur : <http://www.insee.fr/fr/insee-statistique>.
- Sérurier .M ., 2009, « mesurer l'économie informelle dans le cadre de la comptabilité , nationale : Le point de vue du comptable », Le Journal statistique africain, numéro 1909, pp165-200 ; disponible sur : <http://www.insee.fr/fr/insee-statistique>.

- Toutain O., 2011, «L'art d'entreprendre».

Articles.

- Abrika. B, 2002, caractéristique de l'économie informelle dans le secteur du bâtiment : cas de wilaya de Tizi-Ouzou, Cahiers du GRATICE, n°22, pp145-160.
- Adair P., 2002a, l'emploi informel en algérie : évolution et segmentation du marché du travail, Cahiers du GRATICE, n°22, 2002 pp 95-126.
- Adair P., « production et financement du secteur informel urbain en Algérie : enjeux et méthodes, Economie et management », n°1, université de Tlemcen, pp 1-23.
- Barthélémy.PH., 1998, « le secteur urbain informel dans les pays en développement : une revue de la littérature, revue région et développement », N7, disponible sur : <http://www.region-developpement.univ>.

Basemake B et Muheme G., 1990, « les aspects productifs de l'économie informelle. Recherche des indicateurs pour une réponse au développement en Afrique in économie informelle dans les Pays en Voies de Développement », Afrika Focus, Vol8,Nr.I.

Revues.

- Bernard C., Les activités dites non exploiteuses. Recherche sur signification du concept de « petite production marchande » en milieu urbain à partir de quelques cas algériens, Revue Tiers Monde, t.XXI, n°82, avril-juin, pp307-320.
- Bernard C., 2002, « la dynamique des micro-entreprises, une alternative à la réduction du secteur public ? le cas de l'Algérie et de l'Égypte », les cahiers du GEATICE, n°22, pp37-59.
- Boufinik F et Elaidi A., 2002, « L'informel en Algérie : quelle approche ? », Revue Economie et management, n°1, Université de Tlemcen, pp 52-68.
- Bounoua C. ; 2002b, « Processus d'informatisation et économie de marché en Algérie : éléments d'une problématique », Cahiers du GRATICE, n°22, pp 197-233.
- Boutaleb K., 2002, « le marché du travail en Algérie : le poids de l'emploi informel », Revue économie et management, l'économie informelle en Algérie en Algérie, N°1, mars 2002, p 107-114.
- Charmes J., 1997, « Débat actuel sur les secteurs informels », revue du tiers monde, n°12.t. XXV, pp 855-875.

- Chzrmes J., 1997, « Le secteur informel en Afrique, une croissance qui n'est pas forcément signe de marginalisation », revue EnsaioFee, Porte alegre, Brésil, Document web, disponible sur : <http://www.informel.htm>.
- Charmes J., 2002, « L'emploi informel : méthodes et mesures », Cahiers du GRATICE, n°22, Université Paris XII, pp 9-35.
- Hammouda N., 2002, « Secteur et emploi informels en Algérie : définitions, mesures et méthodes d'estimation », Cahiers du GRATICE, n°22, Université Paris XII, pp 61-94.
- Herdt T et Marysse S., 1996, « L'économie informelle au Zaïre survie et pauvreté dans la période de transition », Cahiers Africains, n° 21-22, Institut Africain – CEDAF, l'Harmattan, Paris, Bruxelles.
- Musett M S et Hamouda N., 2002, « la mesure du secteur informel en Algérie » , Economie et management, n°1, Université de Tlemcen, pp32-51.
- Prenant.A., 2002, « l'informel aujourd'hui en Algérie : forme de transition ou mode d'intégration spécifique à la hiérarchie imposée par la mondialisation », revue économie et management,, N°1, université Abou-BerkrBelkaid Tlemcen, faculté des sciences économiques et de gestion, pp122-144.
- Sidhom H., 2002, « les nouvelles orientations des stratégies de développement : le développement par les petits métiers en Tunisie », Cahiers du GRATICE, n°22, Université Paris XII pp235-258.
- Zidouni H., 2002, Les comptes nationaux et l'économie non observée en Algérie, sources, méthodes et résultats, Cahiers du GRATICE, n°22, Université Paris XII, pp 157-196.

Rapports et documents.

- BIT., 2000, Commission de l'emploi et de la politique sociale : Emploi et protection sociale dans le secteur informel, Genève, disponible sur : <http://www.ilo.org>.
- CNES., 2004, Le secteur informel : illusions et réalités, Conseil Economique et Social, Commission Relations du Travail, Alger.
- Commission économique et sociale pour l'Asie et le pacifique la pauvreté et le secteur informel ., 2006 «rôle du secteur informel dans la réduction de la

pauvreté», troisième session 29 novembre-1^{er} décembre 2006 Bangkok, disponible sur : <http://www.unescap.org>.

- DPAT., 2011, Annuaire statistique de Bejaia, année 2010, Direction de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Wilaya de Bejaia.
- IFRI (institut français de recherche d'information et de débat sur les grandes questions internationales) : «L'entreprise, vecteur de changements institutionnels au Maghreb», 2008, disponible sur : <http://www.oecd.org>.
- Organisation Internationale des employeurs l'économie informelle approche des employeurs, 2001 disponible sur : <http://www.afriquepluriel.ruwenzori.net> .
- Razafindrakoto.M, Roubaud.F et Torelli.C., 2009«La mesure de l'emploi et du secteur informels : leçons des enquêtes 1-2-3 en Afrique», Le Journal africain, N°9, disponible sur : <http://www.afdb.org>.

Thèses et mémoires.

- Bellache Y ; 2010, « L'économie informelle en Algérie : une approche par enquête auprès des ménages : le cas de Bejaia », thèse de doctorat : Sciences Economiques : Universités de Bejaia (Algérie) et de l'Université Paris-Est Créteil (France), P250.
- Hadjout L ; 2004, « le secteur informel et le développement économiques et social : cas du travail à domicile dans la wilaya de Bejaia », mémoire de magister, sciences économiques, université Abderrahmane Mira, P153.

Documents Web.

- <http://www.andej.org>.
- <http://www.informel.htm>.
- <http://www.Editions-adreg.net> .
- <http://www.infinatif.net>.
- <http://www.afdb.org>.
- <http://www.afriquepluriel.ruwenzori.net>.
- <http://www.oecd.org>.

Tables des matières

Remerciements

Dédicaces

Liste des abréviations

Sommaire

Introduction générale1

Chapitre I : Définitions, causes et conséquences du secteur informel

Introduction	5
1. L'historique du secteur informel dans les pays en développement	6
2. Définitions de secteur informel.....	6
3. Définition du commerce informel	7
3.1. Les définitions fonctionnelles (petite production marchande)	7
3.2. Les définitions internationales du BIT	8
3.2.1. La définition 1993	8
3.2.2. L'économie non observée	9
3.2.3. L'économie souterrain.....	10
3.2.4. Les activités illégales	10
4. Les acteurs du secteur informel.....	10
5. La relation entre économie informelle et formelle.....	11
5.1. Formel ou informel : une économie duale	12
5.2. Formel et informel : une nécessaire complémentarité	14
6. Les causes du secteur informel.....	15
7. Les conséquences économiques de commerce informel	16
Conclusion	19

Introduction	20
1. Les périodes de développement de commerce informel en Algérie.....	21
1.1. La période coloniale.....	21
1.2. La période de l'économie planifiée et administrée (1967-1985).....	21
1.3. La période transition à l'économie de marché	22
2. Les fondements de commerce informel en Algérie	22
2.1. Le développement du chômage.....	22
2.2. Tendance démographique.....	23
2.3. L'érosion (la dégradation) du pouvoir d'achat.....	23
2.4. Les déperditions scolaires.....	24
3. L'approche multicritère pour définir le marché et le commerce informel en Algérie	24
3.1. La taille de l'établissement.....	24
3.2. L'immatriculation à la sécurité sociale.....	24
3.3. La forme d'enregistrement	25
3.4. Mode d'imposition	25
4. La création de lieu d'activité : contraintes et mesures d'incitation	25
4.1. Les différentes formes du secteur informel en Algérie	25
4.1.1. Le secteur informel pur (simple).....	26
4.1.2. Le secteur formel sous-déclarant.....	26
5. La mesure de l'économie non observée en Algérie	26
5.1. Les méthodes directes.....	26
5.1.1. Les enquêtes auprès des ménages	26
5.1.2. Les enquêtes auprès des établissements	27
5.1.3. Les enquêtes mixtes (enquête à deux phases).....	27
5.1.4. L'enquête I, 2,3.....	27
5.1.5. Les contrôles fiscaux et autres contrôles de conformité	28
5.2. Les méthodes indirectes	28
5.2.1. revenus utilisés et les revenus produits	28
5.2.2. Méthode du marché du travail.....	28
5.2.3. Méthode utilisant les sources fiscales	28

5.2.4. Les sources de données utilisées par la comptabilité nationale algérienne	29
5.2.4.1. Les recensements	29
5.2.4.2. Les enquêtes statistiques.....	29
5.2.4.3. Les informations administratives.....	30
6. L'estimation du secteur informel	30
7. Les mesures incitatives pour réduire le commerce informel	33
7.1. Les mesures réglementaires.....	34
7.2. Les mesures d'aides et de soutien.....	34
8. Les méthodes d'évaluations du secteur informel en Algérie :.....	36
8.1. Méthodes directes d'enquête sur le secteur informel	36
8.2. Méthodes de mesure indirectes	37
8.2.1. Méthode du marché du travail	37
8.2.2. Méthode utilisant les sources fiscales	37
Conclusion	38

Chapitre III : le commerce informel dans la wilaya de Bejaia

Introduction	39
1. Présentation de la région d'étude et la démarche méthodologique de l'enquête.....	40
1.1. Présentation de la wilaya de Bejaia : quelques indicateurs socioéconomiques....	40
1.1.1. Situation géographique et organisation administrative.....	40
1.1.2. population et emploi.....	40
➤ La population	40
➤ L'emploi	42
1.2. Conception du marché	43
1.3. Méthodologie de l'enquête.....	44
1.3.1. Objectif de l'enquête	44
1.3.2. L'échantillonnage.....	44
1.3.3. Administration et déroulement de l'enquête.....	46
1.3.3.1. Contenu et structure du questionnaire d'enquête.....	46
➤ Axe 1 : Données générales sur l'enquête	46

➤ Axe2 : Données sur l'activité exercée.....	46
➤ Axe3 : la localisation d'activité	46
➤ Axe 4 : situation de commerce informel vis-à-vis de la réglementation ...	46
➤ Axe 5 : les perspectives d'avenir de commerce informel	47
1.3.3.2.Le déroulement de l'enquête.....	47
1.4.Les méthodes statistiques d'analyse utilisées.....	48
2. Présentation et interprétation des résultats de l'enquête	48
2.1.Les caractéristiques générales des commerçants informels enquêtés.....	49
2.2.Données sur l'activité exercée	52
2.3.Le lieu d'activité	63
2.4.La situation des commerçants enquêtés vis-à-vis de la réglementation.....	65
2.5.Les perspectives d'avenir du marché informel.....	67
Conclusions	69
Synthèse des résultats	70
Conclusion générale	74
Bibliographie.....	78
Annexes	
Liste des tableaux	
Liste des figures	

Liste des figures

Figure N°01 : répartition de la population par dispersion dans la wilaya de Bejaia	41
Figure N° 02 : les tranches d'âge des commerçants informels enquêtés.....	49
Figure N°03: la répartition des commerçants informels enquêtés selon le secteur d'activités	52
Figure N°04 : le moyen de paiement des transactions.....	56
Figure N°05 : Evaluation des prix de vente des commerçants.....	57
Figure N°06 : les commerçants sont-ils au courant des aides attribuées par l'Etat.....	61
Figure N°07 : répartition des commerçants enquêtés selon leur chiffre d'affaire mensuel.....	62
Figure N°07 : les commerçants sont-ils enregistrés administrativement ?.....	66

Liste des tableaux

Tableau N°01: la dualité entre les deux secteurs (formel et informel)	13
Tableau N°02 : évolution du taux de chômage (1986-2010).....	22
Tableau N°03 : la croissance de la population (1980 — 2011).....	23
Tableau N° 04: Evolution des revenus des ménages, de la consommation st des prix.....	23
Tableau N° 05: Tendence de la population active, du chômage et de l'emploi informel en Algérie...31	
Tableau N°06 : les différentes estimations de l'emploi informel en Algérie.....	32
Tableau N° 07: Répartition de l'emploi selon la situation dans la profession et le type.....	32
Tableau N° 08: répartition de la population de la wilaya par tranches d'âge et sexes	41
Tableau N° 09 : population active occupée par les grands secteurs d'activité au 31/12/2010.....	42
Tableau N°10 : la structure de l'échantillon par commune.	45
Tableau N°11 : répartition des commerçants selon leur sexe.....	49
Tableau N°12: répartition des commerçants selon leur situation matrimoniale.....	50
Tableau N°13 : répartition des commerçants selon leur niveau d'instruction.....	50
Tableau N° 14 : possession ou non d'un diplôme.....	51
Tableau N°15 : Quel type de diplôme possèdent-il ?.....	51
Tableau N°16 : le niveau d'expérience dans l'activité.....	51
Tableau N° 17: tableau croisé sexe de l'enquête secteur d'activité	52
Tableau N° 18 : répartition des commerçants selon les raisons qui les ont poussés à choisir cette activité informelle.....	53
Tableau N°19: répartition des commerçants selon leurs sources de financement initial.....	54

Tableau N°20 : source d’approvisionnement des commerçants.....	54
Tableau N°21 : L’appréciation ou non du prix de fourniture ou d’approvisionnement par les commerçants enquêtés.....	55
Tableau N°22 : type de clientèle	55
Tableau N°23 : Moyens d’y accéder à la clientèle (avoir des clients).....	56
Tableau N°24 : le nombre d’employés.....	57
Tableau N°25 : la durée du travail des employés.....	58
Tableau N°26 : les caractéristiques de la main d’œuvre employée.....	58
Tableau N°27 : le statut de l’activité exercée.....	59
Tableau N° 28 : les principales difficultés rencontrées.....	59
Tableau N°29 : mode de financement de ces commerçants en cas de besoin.....	60
Tableau N°30 : les bénéficiaires d’aide auprès des dispositifs publics	60
Tableau N°31 : les raisons de non obtention d’aide auprès de ces dispositifs	61
Tableau N°32 : le réinvestissement.	62
Tableau N°33 : le chiffre d’affaire (CA) le réinvestissement.....	63
Tableau N°34 : le lieu d’activité des commerçants enquêtés.....	63
Tableau N°35 : le choix de l’emplacement de l’activité.....	64
Tableau N°36 : travailler en association.....	65
Tableau N°37 : Les raisons de non déclarations de vos employés.....	65
Tableau N°38 : les motifs de non déclaration de l’activité commerciale.....	66
Tableau N°39 : leurs désirs à l’avenir.....	67
Tableau N°40 : les dispositions favorables attendues.....	67

Université Abderrahmane Mira – Bejaia

Faculté des Sciences Economiques Commerciales et des sciences de Gestion

Département des sciences de gestion

Master : Management Economique des Territoires et Entreprenariat

Questionnaire de recherche sous thème :

Etude du commerce informel :

Cas de la willaya de Bejaia.

Dans le cadre de la préparation du mémoire de fin de cycle sous le thème «**Etude du commerce informel : Cas de la willaya de Bejaia.** », je vous prie de bien vouloir répondre a mes questions, afin de réunir toutes les informations et les donnes nécessaires a mon étude.

Réalisé par :

BENDIF Hamida

Encadré par :

M^r: Y. BELLACHE.Y

N.B : toutes les informations récoltées dans le cadre de recherche seront confidentielles et anonymes.

Questions :

I. Les données générales sur l'enquête :

1. Quel âge avez-vous ?.....

2. Le sexe masculin
Féminin

3. la situation matrimoniale :

- ✓ célibataire
- ✓ divorcé
- ✓ marié
- ✓ si vous avez des enfants combien sont-ils.....

4. niveau d'instruction

- ✓ sans niveau
- ✓ primaire
- ✓ moyen
- ✓ Secondaire
- ✓ universitaire
- ✓ Formation professionnelle (précisez)

5. Avez-vous un diplôme ?

- ✓ Oui
- ✓ Non

Si oui, précisez sa nature :

- ✓ Licence
- ✓ Ingéniorat
- ✓ Diplôme du CFPE
- ✓ DES
- ✓ D'autres

6. Avez-vous de l'expérience dans votre domaine

- ✓ Oui
- ✓ Non

- Si oui, précisez la durée de votre expérience

.....

7. Exercez-vous votre dans un :

- ✓ Milieu rural
- ✓ Milieu urbaine

II : Donnes sur l'activité exercée :

8. Quelle activité exercez-vous ?

- **Activité artisanales :**
 - Préparation de produits alimentaires destinés à la vente
 - Activité de poterie (sol)
 - Activité de tissage (préparation de laine)
 - Fabrication de tapis
 - Fabrication de burnous
 - Broderie à la main, à la machine.
 - Couture
 - Broderie
 - D'autres (précisez).....
- **Travaux de bâtiment et travaux publics :**
 - Construction
 - Installation de plomberie
 - Installation d'électrique
 - Peinture
 - D'autres (précisez).....
- **Commerce :**
 - Commerce du tabac
 - Vente d'article d'habillement
 - De produits alimentaires
 - D'autres (précisez).....
- **Service :**
 - Coiffure
 - Travaux de plomberie (réparation)
 - Cours particuliers (cours de soutien)
 - Réparation (véhicules, TV, radio)
 - Transport (de voyageurs, marchandises)
 - D'autres (précisez).....

9. Pourquoi avez-vous choisis cette activité ?

- Désir d'indépendance
- Pour subvenir à vos besoins
- Améliore le pouvoir d'achat du ménage
- Manque de qualification
- En vue d'un épanouissement personnel

- D'autres
(précisez).....
.....

10. Depuis combien de temps travaillez-vous dans ce métier ?

11. Comment avez-vous financé la création de votre activité ?

- Aide familiale
- Epargne personnelle et familiale
- Crédits bancaires
- Aide de l'Etat (ANSEJ, CNAC.....)
- D'autres (précisez).....

12. Ou vous approvisionnez-vous essentiellement ?

- Grossistes
- Importateurs
- Marché noir
- Grossiste et marché noir

13. Comment trouvez les prix de vos fournisseurs ?

- Abordables
- Elevés
- Trop élevés

14. Quel sont vos clients

- Les entreprises
- Particuliers
- Entreprises et particuliers

15. Avec vos clients, utilisez-vous de préférence :

- Les espaces
- Des chèques
- Du crédit

16. Comment obtenez-vous vos commandes ?

- Démarches personnelle
- Grace à des membres de la famille
- Simples visites de clients
- D'autres (précisez).....
.....

17. Combien de personnes employez-vous dans votre établissement ?

- Aucun
- 1 personne
- 2 à 5 personnes

Précisez

- Nombre de personnes déclarées à la sécurité sociale
- Nombre de personnes non déclarées à la sécurité sociale

18. Est ce que vous les employez d'une manière :

- Occasionnelle
- Continue

19. La main d'œuvre employée est elle :

- Haute qualifiée
- Semi- qualifiée
- Non qualifiée

20. Vous prix de vente, sont-ils :

- Inférieurs aux prix du marché
- Egaux
- Supérieurs

21. Cette activité est elle votre :

- Activité principale
- Activité secondaire

22. Quelle sont les principales difficultés que vous rencontrez ?

- Excès de concurrence
- Manque de clientèle (insuffisance de la demande)
- Difficulté de financement
- Approvisionnement en matière premiers
- D'autres

23. En cas de besoin de financement, recourez-vous de préférence :

- à la famille
- à des amis
- au prêteur professionnel (banquier)
- à la banque
- Crédit fournisseur
- D'autres.....

24. Etes –vous informés des dispositifs publics d'aide à la création de marché (ANSEJ, CNAC...)

- Oui

- Non

25. Avez-vous déjà obtenu d'aide auprès de ces dispositifs

- Oui
- Non

Si non, pourquoi ?

.....
.....

26. Combien vous rapporte votre activité (approximative par mois) ?.....

27. Réinvestissez-vous une partie des revenus de votre activité (expansion, achat de nouveaux) :

- Oui
- Non

Si oui, dans quel

objectif ?.....

.....

III : le lieu d'activité :

28. Où exercez-vous votre activité ?

- Dans un local professionnel
- Ambulant
- Dans la rue
- Au niveau du marché
- A domicile
- Sur le chantier
- D'autres

29. Si, vous exercez votre activité dans un établissement, avez-vous des associés ?

- Oui
- Non

Si oui, pourquoi ?

- Des associés de la famille
- Des associés non familiaux

Si non,

pourquoi ?.....

.....

30. Sur quelle base vous choisissez l'emplacement ?

IV : la situation des commerçants enquêtés vis-à-vis de la réglementation

31. Avez-vous un registre de commerce ?

- Oui
- Non

32. Etes-vous affiliés à la CASSNOS

- Oui
- Non

33. Payer-vous les impôts ?

- Oui
- Non
- Redevance (Dettes)

34. Si vous avez des employés, sont-ils déclarés ?

- Oui
- Non

Si, non
pourquoi.....
.....

35. Tenez-vous une comptabilité ?

- Oui, de manière régulier
- Non, de manière irrégulière
- Non

36. Dans le cas où l'activité n'est pas déclarée, quelles sont les raisons de cette non déclaration ?

- Réglementation trop compliquées
- Contraintes financières
- Charges (sociales et fiscales) élevés
- D'autres

.....
.....

v. les perspectives d'avenir de commerçants informel :

38. Que désirez-vous dans l'avenir :

- Intégrer le secteur informel
- Exercer toujours cette activité informelle
- Recourir à l'Etat pour vous aider à développer votre lieu d'activité

On vous remercie d'avoir répondu à nos questions.

Introduction

Chapitre I

Historiques, définitions, causes et conséquences du secteur informel

Chapitre II

Le commerce informel en Algérie

Chapitre III

Présentation de l'enquête du terrain et analyse des résultats

Conclusion

Annexes

Références bibliographiques

Tableau n°12 : présentation des institutions et dispositifs de création d'activité

Les institutions et dispositifs de création d'activité	Présentation
Agence de Développement Social(ADS)	compte 9 agences régionales et 699 agents. Elle assure une fonction d'insertion sociale des populations en détresse, de gestion des cotisations de sécurité sociale, d'emploi des chômeurs. Elle participe à la politique active de l'emploi mise en oeuvre dans le cadre de programmes tels que les Travaux d'Utilité Publique (TUP, créés en 1997) et les Emplois Salariés d'Initiative Locale (ESIL créés en 1997), les Contrats de Pré-Emploi (CPE créés en 1998) respectivement destinés aux jeunes chômeurs non qualifiés et aux jeunes diplômés. Elle participe à la politique d'aide à la création d'activité visant des jeunes qualifiés éligibles à des programmes de micro-entreprise et de micro-crédit
Agence Nationale de Gestion du Micro-crédit (ANGEM)	créée en 2004, compte 49 coordinations de wilayas et 429 agents. Elle accorde des avantages aux bénéficiaires du micro-crédit : prêt bonifié (10 à 20% du taux bancaire), prêt non rémunéré (25% du coût global du projet compris entre 100 000 et 400 000 DA, voire 27% si le promoteur est qualifié ou si l'activité est implantée dans le Sud ou les hauts plateaux ; ainsi que pour l'achat de matières premières d'un montant maximum de 30 000 DA destiné au fonds de roulement).
Agence Nationale de Soutien à l'Emploi de Jeune (ANSEJ)	créée en 1996, dispose de 53 antennes et 750 agents. Elle pilote depuis 1997 le programme de micro-entreprise et de micro-crédit destiné aux jeunes de 19 à 35 ans (étendu à 40 ans) qualifiés ou chômeurs (octroi de crédits sans intérêt et de prêts bonifiés, conseil et accompagnement gratuits).
La Caisse Nationale d'Assurance Chômage (CNAC),	créée en 1994, compte 13 agences régionales et 45 agences de wilayas, 1100 agents. Elle intervient au titre des centres d'aide au travail indépendant (expertise, montage et démarrage de l'entreprise) et du programme d'Aide aux Entreprises en Difficulté (AED) visant à la sauvegarde de l'emploi. En 2004, elle crée un nouveau dispositif pour les chômeurs promoteurs de 35-50 ans (prêt non rémunéré, bonification des taux d'intérêt bancaires).
L'Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI),	créée en septembre 2001 gère le fonds d'appui à l'investissement et à la modernisation des entreprises pour la prise en charge de la contribution de l'Etat dans le coût des avantages octroyés aux entreprises et de la couverture partielle ou intégrale des travaux d'infrastructures de ces dernières. Elle promeut les entreprises du secteur privé (97% des projets) grâce à des exonérations diverses, les promoteurs assurant le financement.

Source : Adair.Ph1 & Bellache.Y, emploi informel et secteur privé en Algérie : contraintes et gouvernance de la création d'entreprises 2008, p9.

Tableau n°2 : Evaluation de l'emploi informel en Algérie

Approches	Critères	Sources	Année	Echantillon	Emploi non salarié (selon statut)	Emploi salarié	Emploi non agricole	Emploi informel%	Répartition sectorielle de l'emploi informel
Indirecte C.Bernard	Salariés du secteur privé : Recensement 1977 Salariés du secteur privé : Enquête emploi-salariés (entreprises < 10 salariés)		1977		Employeurs < 10 salariés = 10.440 Indépendants = 208.101 Apprentis, aides-familiaux, femme Partiellement occupés = 89.894	Soide 209.684 - 187.588	320.091	19,5% (1.645.000 occupés)	
Indirecte J.Charnes	Enquête main d'œuvre démographique (MOD) Salariés du secteur public et de l'administration Statistiques des établissements (ONS)		1985		Emploi non salariés informels < 5 salariés Femmes partiellement occupées	Emploi non enregistré	777.275	25,4% ou 25,6% (3.037.875 occupés)	Industrie = 36% BTP = 13,5% Commerce = 23,3% Services = 23,7%
Indirecte Ecotechnis	Enquête main d'œuvre et démographique (MOD)		1992		Non déclaré = 190.000 + Travailleurs à domicile = 142.800 (ou 164.000) + Chômeurs occupés = 213.000 + Pluriactifs = 142.114	Non déclaré (sécurité sociale = 217.000)	407.000 762.920	32,95% (1.235.000 occupés) 47,96% (1.590.860 occupés)	
Indirecte [Ecotechnis 1998]	Ménages (LSMS) [World Bank]		1995	5.910			331.000	23,57% (1.400.000 occupés)	/
Indirecte [Ecotechnis 1998]	Main d'œuvre (E-R 1 ^{er} trimestre)		1996	6.146	+ Travailleurs à domicile = 117.000 + Chômeurs occupés (18,4%) = 476.000		499.000 1.092.000	30,27% (1.648.000 occupés) 48,73% (2.241.000 occupés)	

Source : Hadjout. L.-le secteur informel et le développement économique et social : cas du travail à domicile dans la wilaya de Bejaia, mémoire de magister, sciences économiques, université Abderrahmane Mira, 2004, p 39.

Annexes

Annexe 1 : Tableaux

Tableau n° 1 : la matrice du cadre conceptuel pour l'économie informelle

Unité de production	Emploi selon la situation dans l'emploi									
	Travailleurs indépendants		Employeurs		Travailleurs familiaux non		Salariés		Membres de coopératives de	
	Informel	Formel	Informel	Formel	Informel	Informel	Formel	Informel	Formel	
Entreprise du secteur formel					1	2	7			
Entreprise du secteur informel (a)	3		4		5	6		8		
Ménages (b)	9					10				

D'après la définition de la quinzième Conférence internationale des statisticiens du travail, 1993. Ménages produisant des biens dont ils sont les consommateurs finals et ménages occupant des travailleurs domestiques et ménages occupant des travailleurs domestiques.

Notes: Les cellules teintées de gris foncé concernent les emplois qui, par définition, n'existent pas dans le type d'unité de production en question.

Les cellules teintées de gris clair concernent les emplois qui existent dans le type d'unité de production en question mais qui sont sans rapport avec l'objet de la matrice. Les cellules non grisées correspondent à l'objet de la matrice: elles concernent les types d'emploi qui représentent les différents segments de l'économie informelle.

Cellules 1 et 5: travailleurs familiaux non rémunérés: pas de contrat d'emploi et pas de protection juridique découlant de l'emploi, dans les entreprises formelles (cellule 1) ou dans les entreprises informelles (cellule 5). (Les travailleurs familiaux qui bénéficient d'un contrat d'emploi, d'un salaire, de la protection sociale, etc., seraient considérés comme des salariés sous contrat d'emploi formel.)

Cellules 2, 6 et 10: salariés qui exercent un emploi informel, qu'ils soient employés par des entreprises formelles (cellule 2) ou informelles (cellule 6) ou par des ménages comme travailleurs domestiques rémunérés (cellule 10).

Cellules 3 et 4: travailleurs (cellule 3) et employeurs (cellule 4) indépendants qui possèdent leur propre entreprise informelle. Le caractère informel de leur emploi découle directement des caractéristiques de l'entreprise dont ils sont propriétaires.

Cellule 7: salariés qui travaillent dans des entreprises informelles mais ont un emploi formel. (C'est parfois le cas, par exemple, lorsque les entreprises sont définies comme informelles sur la base du seul critère de la taille.)

Cellule 8: membres de coopératives de producteurs informelles.

Cellule 9: producteurs de biens dont le ménage est l'utilisateur final (par exemple, agriculture de subsistance)

Source: BIT., 2002. Travail décent et économie informelle, Conférence Internationale du Travail, 90ème session, Bureau International du Travail, Genève. p139.

Résumé.

Ce travail présente une analyse du commerce informel en Algérie. Après avoir décrit les aspects théoriques et conceptuels liés au commerce, aux caractéristiques de l'économie informelle cités dans des bibliographies, alors nous avons opté pour une enquête menée auprès de cent commerçants du secteur informel dans la wilaya de Bejaia.

Pour l'interprétation des résultats, nous avons utilisé le logiciel : SPSS qui permet d'effectuer une analyse descriptive de ces derniers, et qui nous a permis de mettre en évidence le comportement des commerçants informels de la wilaya de Bejaia à suivre son mode de commerce. Et à comprendre leur motivation auprès des initiatives commerciales, qui s'exprime principalement par la logique de reproduction sociale, principalement dans le but de créer des emplois plutôt que de maximiser le retour à l'investissement et à d'autres motivations liées à leur désir d'indépendance c'est-à-dire la création de leur propre emploi. Le faible niveau général d'éducation des commerçants informels et leur revenu ne les empêche pas de développer un esprit commercial.

Mots clés : Algérie, Bejaia, économie informelle, analyse descriptive, commerce informel.